Anno 1872. — Roma - Venerdì, 5 Gennaio — Num. 5.

ASSOCIAZIONI

Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento:

	Trim.	Sem.	Anno
ROMA	11	21	40
Per tutto il Regno	13	25	48

Solo Giornale, senza i Rendiconti:

	Trim.	Sem.	Anno
ROMA	9	17	32
Per tutto il Regno	10	19	36

Estero, aumento spese di posta.

Un numero separato, in Roma centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.

Un numero arretrato costa il doppio.

Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25. Ogni altro avviso cent. 30 per linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZA.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia Eredi Botta:

In Roma, via dei Lucchesi, n° 4;

In Torino, via della Corte d'Appello, numero 22;

Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffici postali.

I signori che desiderano di associarsi e quelli ai quali è scaduta col 31 dicembre 1871, e che intendono di rinnovare la loro associazione, sono pregati di farlo sollecitamente, per evitare ritardi od interruzioni nella spedizione del giornale.

Raccomandasi di unire la fascia alle lettere di reclamo e di riconferma di associazione.

Le domande di associazione e d'inserzione con vaglia postale in PIEGO AFFRANCATO e con biglietti di Banca in PIEGO AFFRANCATO e RACCOMANDATO, od ASSICURATO, debbono essere indirizzate all'AMMINISTRAZIONE della *Gazzetta Ufficiale*, in Roma, via dei Lucchesi, numero 4.

PARTE UFFICIALE

Il N. 574 (*Serie* 2ª) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto*:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione stipulata a Berlino il dì 31 ottobre 1871 fra l'Italia e l'Impero Germanico, alla quale fa seguito un protocollo della stessa data e le cui ratifiche furono ivi scambiate il dì 27 novembre 1871.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 14 dicembre 1871.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Un trattato per la reciproca estradizione dei malfattori essendo stato conchiuso tra l'Italia e la Germania, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritto a Berlino addì trentuno ottobre del corrente anno mille ottocento settant'uno,

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'autre part, étant convenus de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont à cet effet muni de leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur Edouard comte di Launay, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Monsieur Bernard König, Son Conseiller intime de Légation,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Les Hautes Parties contractantes s'engagent par le présent traité à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses du dit traité les personnes qui, ayant été, comme auteurs ou complices, condamnées ou mises en accusation ou soumises à une poursuite judiciaire par les autorités de l'une des deux Parties contractantes à cause d'un des faits ci-après énumérés, se trouveraient sur le territoire de l'autre Partie, savoir:

1° Pour meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide;

2° Pour avortement volontaire;

3° Pour exposition ou abandon volontaire d'enfant;

4° Pour rapt, suppression, substitution ou supposition d'enfant;

5° Pour enlèvement d'une personne;

6° Pour privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne commise, soit par un particulier, soit par un officier public;

7° Pour bigamie;

8° Pour viol;

9° Pour excitation à la débauche de personnes mineures de l'un ou de l'autre sexe dans les cas prévus simultanément par la législation des deux Parties contractantes;

10° Pour coups portés ou blessures faites volontairement à une personne, qui ont eu pour conséquence une déformation ou maladie étant ou paraissant incurables, ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou la mort sans l'intention de la donner;

11° Pour vol, accompagné de circonstances aggravantes (« schwerer Diebstahl ») ou en tant que la valeur de l'objet du crime ou délit dépasse mille francs, pour rapine et extorsion;

12° Pour abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux Parties contractantes, et pour escroquerie ou tromperie, en tant que la valeur de l'objet de ces crimes ou délits dépasse mille francs;

13° Pour banqueroute frauduleuse et lésion frauduleuse à une masse faillie;

14° Pour faux serment;

15° Pour faux témoignage ou pour fausse déclaration d'un expert ou d'un interprête;

16° Pour subornation de témoin, expert ou interprête:

17° Pour faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage, fait avec connaissance, de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés;

18° Pour fausse monnaie, particulièrement pour contrefaçon ou altération de monnaies de métal et de papier, et pour émission et mise en circulation, avec connaissance, de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées;

19° Pour contrefaçon et falsification de billets de banque et autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques émis par l'Etat et sous l'autorité de l'Etat par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi que pour émission et mise en circulation, avec connaissance de ces billets de banque, titres d'obligations et autres valeurs en papier contrefaits ou falsifiés;

20° Pour incendie volontaire;

21° Pour détournement et concussion de la part de fonctionnaires publics;

22° Pour corruption de fonctionnaires publics dans le but de les porter à violer les devoirs de leur charge;

23° Pour les faits punissables suivants des capitaines de navire et gens de l'équipage sur des bâtiments de mer;

Pour destruction volontaire et illégale d'un navire;

Pour échouement volontaire d'un navire;

Pour résistance envers le capitaine par plus d'un tiers de l'équipage, dans les cas prévus simultanément par la législation des deux Parties contractantes;

24° Pour destruction en tout ou en partie des chemins de fer, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

Pour tout fait volontaire par lequel est dérivée ou pourrait dériver une lésion corporelle aux personnes qui voyagent en chemin de fer ou à celles qui y sont employées;

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 2. Toutefois, il ne sera livré de la part des Gouvernements de l'Empire Allemand, aucun allemand au Gouvervement italien, et de la part de celui-ci, aucun italien ne sera livré à un des Gouvernements de l'Allemagne.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'Etat, auquel le coupable appartient, il y aurait lieu à le poursuivre à raison de l'infraction dont il s'agit, l'autre Etat communiquera les informations et les pièces, les objets constituant le corps du délit et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

Si l'individu réclamé n'est ni allemand, ni italien, ou si le crime ou délit a été commis hors du territoire des Parties contractantes par un individu qui n'appartient pas à l'Etat auquel l'extradition est demandée, ce Gouvernement pourra informer de cette demande, au premier cas, le Gouvernement auquel appartient le poursuivi, au second cas, le Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, et si un de ces gouvernements réclame à son tour le prévenu pour le faire juger par ses tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée, pourra à son choix le livrer à l'un ou l'autre Gouvernement.

Si l'individu, réclamé par une des Parties contractantes, est réclamé en même temps par un autre ou plusieurs autres Gouvernements, il sera livré au Gouvernement qui demande l'extradition du chef du plus grave crime ou délit, et dans le cas où tous les crimes ou délits seraient de la même gravité, l'individu en question sera livré au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée par les Gouvernements de l'Allemagne a été poursuivie et mise hors de cause, ou est encore poursuivie ou a déjà été punie en Italie, ou si la personne réclamée par le Gouvernement italien a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie dans un des Etats de l'Allemagne pour le même acte punissable qui est cause de la demande d'extradition.

Lorsque la personne réclamée par les Gouvernements de l'Allemagne est poursuivie en Italie ou que la personne réclamée par le Gouvernement italien est poursuivie dans un des Etats de l'Allemagne à cause d'un autre acte punissable, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine éventuellement prononcée contre elle.

Art. 4. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux crimes ou délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'art. 1er ne peut par conséquent en aucun cas être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique.

Elle ne pourra non plus être poursuivie ou condamnée à raison d'un crime ou délit non prévu par la présente convention; à moins que, après avoir été punie ou acquittée du chef du crime qui a donné lieu à l'extradition, elle n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou bien qu'elle n'y vienne de nouveau.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, le commencement des poursuites judiciaires ou la condamnation qui s'en sera suivie, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est demandée.

Art. 6. L'extradition sera toujours accordée lors même que le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir des engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 7. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre, par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt, ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition. On fournira en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 8. Dans les cas urgents, et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des deux Gouvernements, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans un délai de vingt jours après l'arrestation le document, dont on a indiqué l'existence.

Art. 9. Les objets volés ou saisis en la possession du condamné, ou du prévenu, les instruments et outils, dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable. Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature, que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion du procès.

Art. 10. L'extradition par voie de transit sur les territoires des Etats contractants ou par les bâtiments et services maritimes des deux Parties, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre Gouvernement sera accordé sur la simple requête par voie diplomatique du Gouvernement qui l'a demandée, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides sous la conduite d'agents du pays requis et aux frais du Gouvernement réclamant.

Art. 11. Les Parties contractantes renoncent à réquérir la restitution des frais qui leur surviennent, du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extrader ou de son transport jusqu'à la frontière de la Partie requise. Elles consentent au contraire, de part et d'autre, à les supporter elles-mêmes.

Art. 12. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'un des Etats contractants jugera nécessaire dans le territoire de l'autre Partie contractante l'audition de témoins ou tout autre acte d'instruction ou de procédure, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où le témoin est entendu ou l'acte doit avoir lieu.

L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée si l'instruction est dirigée contre un sujet de l'Etat réquis non encore arrêté par l'autorité dont émane la commission rogatoire, ou si l'instruction a pour objet un acte qui n'est point punissable judiciairement d'après les lois de l'Etat auquel la commission rogatoire est adressée. Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-legales.

Art. 13. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement.

En cas de consentement du témoin, les frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et réglements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu ou, à son choix, d'après les tarifs et réglements de l'Etat requis; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 14. Si, à l'occasion d'un procès instruit dans l'un des deux Etats contractants, il devient nécessaire de procéder à la confrontation du prévenu avec des coupables détenus dans l'autre Etat ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciaires qui lui appartiennent, la demande devra en être faite par voie diplomatique et, excepté le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plus tôt possible les détenus et de restituer les pièces et les documents sus-indiqués.

Les frais de transport d'un Etat à l'autre des individus et des objets ci-dessus mentionnés, seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 15. Les Gouvernements contractants s'engagent à se communiquer réciproquement les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des Etats contractants contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée par voie diplomatique moyennant l'envoi en entier ou en extrait du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné. Chacun des Gouvernements contractants donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 16. Le présent traité est conclu pour cinq années à partir du 1er janvier 1872.

Depuis le moment où il entre en vigueur, les traités sur l'extradition des malfaiteurs conclus antérieurement entre les Etats particuliers de l'Allemagne et l'Italie cessent d'être en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant le 1er

APPENDICE

TAVOLE NECROLOGICHE DEL 1871

Statisti italiani.

Senatori del Regno.

Sagredo conte Agostino, illustre patrizio veneziano, e dotto e laborioso cultore di studi storici, cui si deve un libro *Sulle consorterie delle arti edificative in Venezia*, ed i ricordi storici che intitolò *Venezia e le sue lagune*.

Taverna conte Carlo, presidente del Consiglio accademico del R. Conservatorio di Milano, e distinto cultore degli studii storici e della numismatica.

Dragonetti marchese Luigi di Aquila negli Abruzzi, uno dei compromessi politici del 1821, che nel 1848 fu ministro degli affari esteri a Napoli.

Farina comm. Paolo, delegato del Governo presso la Regìa cointeressata dei tabacchi.

Imperiali marchese Giuseppe, principe di Sant'Angelo.

Lovera di Maria comm. Costanzo Federico, luogotenente generale.

Nazari cav. Giovan Battista, di Milano.

Savi prof. Paolo, scienziato eminente, autore della *Ornitologia toscana* e di pregevolissimi lavori geologici.

Guardabassi comm. Francesco, di Perugia.

Pizzardi marchese Luigi, di Bologna.

Pallavicini marchese Ignazio Alessandro, di Genova.

Di Sangro cav. Giovanni Andrea, principe di Fondi.

Nappi comm. Giovan Battista, di Milano.

Deputati.

Gerbore barone Giuseppe, deputato del collegio di Aosta.

De Ruggieri avv. Ruggiero, deputato del collegio di Sala Consilina.

Avitabile marchese Michele, deputato del collegio di Gerace.

Campisi Angelo Raffaello, deputato del collegio di Caulonia.

Civinini Giuseppe, deputato del secondo collegio di Pistoja.

Tercinod cav. avv. Maurizio, ex-deputato al Parlamento.

Benso avv. Giacomo, di Porto Maurizio, già deputato al primo Parlamento subalpino.

Maceri avv. Bernardino, ex-deputato del collegio di Salò.

Diplomatici — Consoli.

Pes Domenico, conte della Minerva, ministro plenipotenziario d'Italia in Atene.

Rossi cav. G., console generale del Belgio a Genova.

Ermirio comm. Gerolamo, già console generale d'Italia al Marocco ed a Marsiglia.

Belfante cav. Cosimo, agente consolare italiano ad Alessandretta.

Rossi cav. Eugenio, di Trieste, R. console di marina in ritiro, già luogotenente di vascello nella marina veneta, ed uno dei compagni dei fratelli Bandiera.

Morossi Francesco, già direttore della contabilità di Stato veneta.

Montecchi avv. Mattia, ex-deputato al Parlamento, che nel 1848 fu uno dei triumviri della Repubblica Romana.

Landucci comm. Leonida, che fu ministro dell'interno in Toscana dal 1849 al 1859.

Mascaretti cav. Alessandro da Pianello, consigliere delegato alla prefettura di Torino.

Littardi conte Tomaso, di Porto Maurizio, che fu uditore al Consiglio di Stato sotto il primo impero, poi sottoprefetto di Parma, e che, caduto Napoleone I, fu per molti anni ricevitore generale in Francia.

Statisti stranieri.

Francesco conte di Kulfstein, vicepresidente della Camera austriaca dei Signori (Senato).

Angelo Taddei di Gandria, già deputato del circolo di Pregassona al Gran Consiglio della Confederazione elvetica.

Vincenzo Müller, landamano di Altorfo.

Vander-Meeren, scapino (assessore municipale) della città di Bruxelles.

Desiderato Bancel della Drôme, che nel 1869 fu rappresentante della 3ª circoscrizione della Senna al Corpo legislativo, autore di un *Saggio sul credito ipotecario considerato come base fondamentale del credito pubblico e dell'ordinamento del lavoro* (Valenza, 1848), e di un'opera intitolata: *Le rivoluzioni della parola* (Parigi, 1869).

Nostitz conte Alberto, supremo maresciallo provinciale della Boemia.

A. Perralis, avvocato, deputato al Parlamento ellenico ed ex-ministro di Grecia.

F. Rochussen, ministro di Stato, che fu già ministro delle finanze e delle colonie in Olanda, inviato straordinario a Bruxelles ed a Berlino, e governatore generale delle Indie neerlandesi.

Eoetvoos barone Giuseppe, uomo politico, drammaturgo e romanziere ungherese, ministro della pubblica istruzione in Ungheria.

Gian Francesco Loos, deputato belga, presidente del Circolo artistico-letterario e della Società di zoologia di Anversa.

De Mejendorff barone Felice, inviato russo nel Baden.

De Knorring, consigliere intimo, inviato russo all'Aja.

Alfredo Pereira, antico prefetto della Repubblica francese del 1848, nominato prefetto del dipartimento del Loiret con decreto del 4 settembre 1870.

M. Hugenholz, membro del Consiglio di Stato di Olanda, ed uno dei più influenti capi del partito liberale olandese.

J. de Brouwer de Hogendorp, vicepresidente della Società delle ferrovie dello Stato in Olanda.

Boghoz Bey-Duz, capo della famiglia Duz di Costantinopoli, funzionario di prima classe dell'Impero ottomano.

Jacob Venedey di Colonia, scrittore democratico, che per sfuggire al carcere visse a Parigi dal 1832 al 1848. Egli fu membro dell'Assemblea preparatoria di Francoforte, della Commissione dei diciassette e dell'Assemblea nazionale tedesca che tenne le sue ultime sedute a Stoccarda. Bandito prima da Berlino e poi da Breslau, Venedey si rifugiò in Isvizzera e divenne professore di storia all'Università di Zurigo. Fra le molte opere di Jacob Venedey meritano una speciale menzione quelle intitolate: *L'idea romana, cristiana e germanica* (Francoforte, 1840). *La lingua ed i proverbi della Francia e della Germania* (Francoforte, 1843). *L'Inghilterra* (Lipsia, 1845). *Storia del popolo tedesco* (Berlino, 1854-1858).

De la Fontaine, antico governatore del granducato di Lussemburgo, e presidente del Consiglio di Stato granducale.

E. M. Gueulluy, marchese di Rumigny, già pari di Francia e quindi ministro plenipotenziario presso le Corti di Svezia, di Baviera e di Sassonia, ed ambasciatore in Isvizzera, in Piemonte, in Ispagna e nel Belgio.

Di Dietrichzein-Mensdorff principe Alessandro, conte di Pouilly, generale austriaco, che nel 1864 fu ministro degli affari esteri, nel 1865 presidente del Consiglio dei ministri, e quindi governatore e comandante militare della Boemia.

Il visconte De Suleau, ex-prefetto di Marsiglia.

De Beher barone Augusto, ministro di Stato sassone, già ministro delle finanze e della giustizia.

Angelo Blaire, prefetto del dipartimento d'Ille et-Vilaine, che fu direttore del Monte di

janvier 1877, son intention de faire cesser les effets du présent traité, il demeurera en vigueur pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq années.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin ce 31 octobre 1871.

Signé: LAUNAY (*L. S.*) — *Signé:* KÖNIG (*L. S.*)

PROTOCOLE.

Les Hautes Parties contractantes du traité d'extradition de ce jour ont cru devoir consigner dans un Protocole ce qui suit:

Les correspondances et négociations nécessitées par les demandes d'extradition ne devront pas avoir nécessairement lieu entre l'Italie et l'autorité de l'Empire Allemand; elles pourront au contraire, selon les convenances de chaque cas spécial, se faire aussi directement entre l'Italie et les Gouvernements qui font partie de l'Empire Allemand et qui sont intéressés à l'extradition, soit comme requérants, soit comme requis.

En foi de quoi le présent Protocole a été signé en double et échangé par les deux Plénipotentiaires à Berlin le 31 octobre 1871.

Signé: LAUNAY (*L. S.*) — *Signé:* KÖNIG (*L. S.*)

Noi, avendo veduto ed esaminato il qui sovrascritto trattato, seguito da un protocollo, ed approvandolo in ogni e singola sua parte, lo abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le presenti lo accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarlo e di farlo inviolabilmente osservare. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale Sigillo.

Date in Firenze addì quindici del mese di novembre, l'anno del Signore mille ottocento settant'uno, vigesimoterzo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segr. di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Il N. 594 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduti gli articoli 63, 64, 65 e 66 della legge per le elezioni politiche 17 dicembre 1860, numero 4513, e la tabella annessavi della circoscrizione territoriale dei Collegi elettorali;

Vedute le istanze del comune di Licciana ond'essere costituito sezione del Collegio elettorale di Pontremoli, n. 219, separatamente da quella del Collegio stesso detta di Aulla, cui fu sino ad ora unito;

Considerando che per la distanza e le difficoltà delle strade che intercedono tra il comune di Licciana e la sede dell'attuale sezione, riesce sempre assai malagevole a quegli elettori l'esercizio del loro diritto;

Noverandosi nel comune stesso più di 40 elettori iscritti;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il comune di Licciana costituirà d'ora in poi una sezione del Collegio elettorale di Pontremoli, n. 219, con sede nel capoluogo del comune stesso.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 21 dicembre 1871.

VITTORIO EMANUELE.

G. LANZA.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della legge **10 luglio 1861** e **136** del regolamento approvato con Real decreto 8 ottobre 1870, n. 5942,

Si notifica che i titolari delle sotto designate rendite, allegando la perdita dei corrispondenti certificati d'iscrizione, hanno ricorso a quest'Amministrazione, affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, loro ne vengano rilasciati i nuovi.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che, sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i nuovi certificati.

(*Terza pubblicazione*).

CATEGORIA DEL DEBITO	NUMERO DELLE ISCRIZIONI	INTESTAZIONE	RENDITA	DIREZIONE presso di cui è inscritta la rendita
Cons. 5 0/0	25988	Parise Achille fu Raffaele, domiciliato in Napoli (Annotata d'ipoteca) . . . . L.	10 »	Napoli
»	149613	Caravella Maria Giuseppa e Pasquale fu Antonio, minori sotto l'amministrazione legittima della madre Esposito Giuseppa, domiciliata in Napoli . . . . »	20 »	»
»	131164	De Marco Rosalina fu Nicola, vedova di Gaetano Tripari, domiciliata in Napoli . . . . . »	275 »	»
»	90332	Deputazione provinciale del 1° Abruzzo ultra, rappresentata dal presidente *pro tempore* (Vincolata d'usufrutto per Capuani Carlo fu Giulio, vita sua durante, domiciliato in Aquila) . »	150 »	»
»	90333	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto per Falconi Domenico di Giuseppe, sua vita durante, domiciliato in Aquila)	150 »	»
»	108330	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto per Costantini Laura di Giambattista, vedova di Nicola Masciti, domiciliata in Teramo) . . . . . »	200 »	»
»	108331	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto per Galiffa Teresa fu Antonio, vedova di Antonio Semplicio, domiciliata in Teramo) . . . . »	200 »	»
»	108332	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto per Paoli Carolina fu Felice, vedova di Berardino Brandonio, domiciliata in Teramo) . . . . »	200 »	»
»	108333	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto per Renzella Angela fu Domenico, vedova di Giuseppantonio Giuliani, domiciliata in Teramo) . . . . »	200 »	»
» (Certificati di proprietà e d'usufrutto)	108334	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Scartozzi Palma fu Luigi, vedova di Giovanni Pierannunzi, domiciliata in Teramo) . . . . »	150 »	»
»	115603	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Bartolomei Odoardo di Vincenzo, domiciliato in Tossicia) . . . . »	200 »	»
»	115604	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Bifolchi Giuseppe di Giacomo, domiciliato in Teramo) . . . . »	150 »	»
»	115607	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Laurentiis Gaetano fu Lorenzo, domiciliato in Teramo) . . . . »	100 »	»
»	115608	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Marchese Giovanni fu Giuseppe, domiciliato in Penne) . . . . »	200 »	»
»	115609	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Razionale Giustino fu Silvestro, domiciliato in Chieti) . . . . »	200 »	»
»	115610	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Scipii Luigi fu Angelo, domiciliato in Torricella Sicura) . . . . »	60 »	»
»	115611	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Spina Cesareo fu Giacomo, domiciliato in San Benedetto del Tronto) . . . . »	100 »	»
»	115612	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Taruschi Elisabetta fu Pietro, vedova di Nicola Vagnoli, domiciliata in Canzano) . . . . »	200 »	»
»	115613	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Urbani Luigi fu Vincenzo, domiciliato in Tossiccia) . . . . »	60 »	»
»	115614	Detta, id. (Vincolata d'usufrutto a favore di Urbani Nunzio fu Francesco Paolo, domiciliato in Tossicia) . . . . »	150 »	»
»	6678	Guarino Saverio fu Alberto, domiciliato in Bisacquino . . . . »	40 »	»
»	86697	Mirabella Concetta ed Anna di Vincenzo, minori, sotto l'amministrazione di detto loro padre, domiciliati in Napoli (Annotata d'ipoteca). »	55 »	»
»	68617	Piscopo Tommaso, Maria e Carolina fu Gaspare Maria, domiciliati in Napoli (Annotata d'ipoteca) . . . . »	255 »	»
»	90566	Scarpa Francesco fu Ferdinando, domiciliato in Napoli (Annotata d'ipoteca) . . . . . . »	10 »	»
»	10793	Mastrogiovanni Tasca Lucio fu Paolo, domiciliato in Napoli . . . . »	110 »	»
»	10794	Detto (Annotata d'ipoteca) . . . . »	680 »	»
»	10817	Detto (Annotata d'ipoteca) . . . . »	4250 »	»
»	120486	Cortese Leonardo fu Francesco, domiciliato in Potenza . . . . »	550 »	»
»	138396	Idem (Annotata d'ipoteca) . . . . »	200 »	»
»	138840	Idem (Annotata d'ipoteca) . . . . »	500 »	»
Cons. 5 0/0	2872	Vaino Maria Antonia fu Pietroantonio, domiciliato in Napoli (Annotata d'ipoteca). . . L.	140 »	Napoli
»	86697	Mirabella Concetta ed Anna di Vincenzo, minori, sotto l'amministrazione di detto loro padre, domiciliate in Napoli (Annotata d'ipoteca) »	55 »	»
»	81803	Bonazzi Aristide fu Giovanni, domiciliato in Voltri (Genova) (Annotata d'ipoteca) . . . »	70 »	Torino
»	37669	Comunità di S. Agnes (Provincia di Nizza) . »	20 »	»
»	42214	Fondazione Ternanzi Angelo Maria *quondam* Pietro Domenico, per celebrazione di messe all'altare di N. S. nella chiesa parrocchiale di N. S. delle Vigne in Genova di cui allo elenco n. 314, art. 28 del Debito perpetuo . . . . . . »	115 »	»
»	46618	Fondazione Ternanzi Angelo Maria fu Pietro Domenico, per celebrazione di messe all'altare di N. S. nella chiesa collegiata delle Vigne in Genova sotto l'amministrazione di Angelo Maria Ternanzi fu Pietro Domenico . . . . . »	100 »	»
»	108939	Deputazione provinciale di Teramo . . . . »	25 »	»
»	111813	Detta . . . . »	5 »	»
»	126350	Detta . . . . . »	5 »	»
»	44199	Moro Tommaso fu Gaetano, domiciliato in Massa (Annotata d'ipoteca) . . . . »	60 »	»
»	39415	Robert notaio Teodoro del vivente Vincenzo, domiciliato in Ottiglia (Annotata d'ipoteca) . »	80 »	»
»	91529	Mazzini Francesco Antonio Vittorio Emanuele fu Francesco, domiciliato in Milano . . . »	535 »	»
»	140848	Gervino Domenico fu Gio. Battista, domiciliato in Domodossola (Annotata d'ipoteca) . . »	60 »	»
»	36131	Legato fatto dal fu teologo Giacomo Bricco, col suo testamento delli 23 gennaio 1838, per l'istituzione di una scuola nel borgo di Martassina, comune d'Ala, e per esso al maestro *pro tempore*	200 »	»
»	99529	Pio Istituto fondato dal teologo Collegiato D. Giacomo Bricco in Ala di Stura (Torino. Con avvertenza). . . . . »	200 »	»
Cons. 3 0/0	6184	Conservatorio di Santa Marta del Giglio, nel Castello della Sambuca, rappresentato dal suo operaio *pro tempore* (Annotata d'ipoteca) . »	177 »	Firenze
Cons. 5 0/0	18348	Messina Maddalena di Gaetano, vedova di Andrea Caridei, domiciliata in Napoli (Annotata d'ipoteca) . . . . »	700 »	»
»	18349	Detta, id. (Annotata d'ipoteca) . . . . . . »	150 »	»
»	19897	Bartoli Francesca del vivente Francesco, moglie di Nicolò Costantino, domiciliata in Napoli (Annotata d'ipoteca). . . . . »	805 »	»
»	20898	Ospedale di Santa Maria la Misericordia di Sciacca, di patronato della principessa di Bancina, rappresentato dai rettori del tempo . . . »	430 »	»
»	3102	Chiesa di San Paolino in Sutera, rappresentata dagli amministratori del tempo (Commerciabile, previa superiore autorizzazione) . . »	20 »	Palermo
»	2091	Detta, id. (Assegno provvisorio) . . . . . »	1 25	»
»	2936	Savarino Antonino, Santi, Francesco, Giuseppe, Angelo ed Antonietta fu Antonino, rappresentati da Giordano Concetta di Salvatore, madre e tutrice, domiciliati in Partinico . . . . »	100 »	»
»	8822	Savarino Angelo, Antonino, Santi, Giuseppe, Francesco ed Antonietta, fu Antonino, minori, rappresentati da Giordano Concetta di Salvatore, madre e tutrice, e da Savarino Girolamo, fu Francesco, contutore, domiciliati in Palermo »	110 »	»
»	847	Confraternita di S. Maria dell'Itria nel comune di Corleone (Inalienabile) . . . . . *Ducati*	2 »	»
»	6052	Legato Pio di Messe, fondato in Messina dal sacerdote Placido Vasto fu Sebastiano, rappresentato dal Beneficiale *pro tempore*, ed oggi rappresentato dai PP. Cappuccini di Messina, e per essi dal guardiano del tempo (Inalienabile) . . . . L.	195 »	»
»	45674	Tatti Salvatore fu Zefferino, di Como, minorenne, rappresentato dalla madre Edvige Celtrini »	185 »	Milano
»	61746	Pianzola Anna Maria di Martire di Bognanco (Piemonte), maritata Piccioli (Annotata d'ipoteca) . . . . »	1500 »	»
»	26114	Congregazione di carità del comune di Albosaggia, rappresentata dal presidente . . . »	30 »	»
»	62117	Comune di Garda, provincia di Verona . . »	310 »	»
»	16789	Detta, id. (Assegno provvisorio) . . . . . »	3 70	»
»	11436	Costabile Teresa (Rendita derivante dal capitale di una iscrizione sul Monte Napoleone e dalla convalidazione di parte degli arretrati. Consolidato Romano) . . . . . *Scudi Romani*	17 71	»

Firenze, addì 1° luglio 1871.

Il Direttore Generale
MANCARDI.

Il Direttore Capo di Divisione
Segretario della Direzione Generale
PAGNOLO.

Pietà di Parigi dal 1848 al 1851, e che pubblicò molte opere fra le quali meritano una speciale menzione le seguenti: *Dei Monti di Pietà e delle Banche di prestiti*, due volumi; *Viaggio alla ricerca di un soldato del Papa*, un volume; *Béranger e Lamennais*, un volume.

De Ribeaupierre conte Giovanni, maggiordomo di S. M. l'imperatore delle Russie.

Il conte Pelet de la Lozère, già pari di Francia sotto il governo di luglio, ed ex-ministro delle finanze.

E. de Savignac, deputato di Maine-et Loire all'Assemblea nazionale francese.

M. Kuss, professore di fisiologia alla facoltà di medicina di Strasburgo, già sindaco di Strasburgo e deputato del Basso Reno all'Assemblea nazionale francese.

Il visconte J. Couway, intendente della lista civile nel Belgio.

N. Tatarinof, segretario di Stato e controllore generale dell'Impero di Russia.

Leone Masson, prefetto del dipartimento del Nord in Francia.

Il conte di San-Luis, ch'era presidente del Consiglio dei ministri in Ispagna nel 1854, quando vi scoppiò la rivoluzione.

D. Joao de Costa Motta, segretario della Legazione imperiale del Brasile presso la Santa Sede.

Gian Cornelio de Boom, già console generale del Belgio al Chilì, ed autore di due pregevoli opere politiche intitolate: *Una soluzione* e *L'unità europea*.

Alessandro de Hormuezaki, deputato della Bukovina al Consiglio dell'Impero austro-ungarico.

Antonio De Samblaux, già controllore capo delle tasse comunali della città di Bruxelles.

M. Fabre, console generale di Francia ad Amsterdam.

Camillo Labensky, consigliere privato, ed inviato straordinario e ministro plenipotenziario di S. M. l'Imperatore di Russia presso la Corte granducale d'Assia.

Gian Carlo Ernesto Berling, direttore e proprietario del *Berlingske Tidende* di Copenaghen, segretario intimo di re Federico VII, e poi intendente della lista civile e ciambellano.

Luigi Lonhienne di Liegi, senatore e presidente della Commissione giudiziaria del Senato belga.

Enrico Stiellemans, senatore belga e borgomastro di Weerde.

Gustavo Rolland, che nel 1848 fu rappresentante del popolo per il dipartimento della Mosella.

J. de Kersanson, rappresentante del Finistère all'Assemblea nazionale di Versailles.

A. Bérobrafof, consigliere privato e senatore di Russia.

J. Clep, antico deputato del circondario di Furnes alla Camera dei deputati del Belgio.

Achille Levendy, console generale di Grecia in Napoli.

Enrico Tellier, senatore belga e borgomastro del comune di Elouges.

P. Nyary, deputato al Parlamento di Ungheria e capo dell'opposizione parlamentare.

G. Ettlin, landamano di Unterwalden sopra selva e consigliere nazionale in Isvizzera.

P. Pietri, console francese ad Alessandria di Egitto.

De Germiny conte Carlo, ex senatore, già governatore della Banca di Francia, e poi direttore del Credito Mobiliare.

M. Puvis de Chavannes, deputato del dipartimento della Saona e della Loira all'Assemblea nazionale.

Il signor De Moltke, ciambellano del re di Prussia e fratello del celebre capo dello stato maggiore prussiano.

D. Saverio Isturiz, ex presidente del Consiglio dei ministri in Ispagna, sotto la reggenza di Maria Cristina.

Bernardo Eisenstack, uno degli uomini più eminenti del partito liberale sassone, che nel 1849 fu vicepresidente del Parlamento di Francoforte.

Oppolzer cav. Giovanni, celebre medico e rettore magnifico della Università di Vienna.

C. Christopulos, ministro degli affari esteri in Grecia.

Leopoldo conte di Sedlinitzky, consigliere intimo e membro del Consiglio di Stato della Prussia, che nel 1840 era principe-vescovo di Breslavia e che poi abbracciò il protestantismo, non trovandosi d'accordo col Papa nel condannare i matrimoni misti.

J. Sarmiento, presidente della Repubblica Argentina.

Il principe di La Tour d'Auvergne, già ministro degli affari esteri in Francia.

Billioray, membro della *Comune* di Parigi, ed i suoi colleghi Valles, Amouroux, Brunet, Rigault, Parisel, Dombrowski, Lefrançais e Bousquet.

D. Ramon de la Sagra, celebre economista spagnuolo, che fu membro delle Cortes.

M. Vallindgham, rappresentante del popolo, ed uno dei più influenti capi del partito democratico negli Stati Uniti di America.

Lord Dormer, undecimo barone Dormer di Wenge, pari d'Inghilterra.

Gustavo Tridon, già membro della *Comune* di Parigi.

Aalì pascià granvisir, già presidente del Consiglio delle riforme e ministro degli affari esteri in Turchia.

J. Schneider, ministro di grazia e giustizia in Sassonia.

Kabishi pascià, già ministro di Stato della Sublime Porta.

De La Villastreux barone H., incaricato d'affari di Francia in Italia.

M. Salomonzen, console generale austriaco in Danimarca.

C. Lambrecht, ministro dell'interno in Francia.

Rossi cav. G., console generale del Belgio a Genova.

Il conte di Wachtmeister, ministro degli affari esteri di Svezia e Norvegia.

F. Gliaz, console generale della Svizzera a Pietroburgo.

Il conte P. de Foy, antico ministro e Pari di Francia sotto Luigi Filippo.

M. de l'Espée, prefetto del dipartimento della Loira.

David Martignier, deputato di Vaulion al Gran Consiglio del Cantone di Vaud.

M. Etlin, landamano di Obwald in Isvizzera.

D. Garcia Quevedo, diplomatico spagnuolo, scrittore di poemi e di prose pregevoli.

Il barone De Chassiron, già membro del Consiglio di Stato in Francia.

M. De Marnas, senatore francese.

Esmenard du Nazet, prefetto del dipartimento della Lazère.

Crémieux avv. Gastone, uno dei capi dei *comunalisti* di Marsiglia.

Il barone Alquier, già deputato della Vandea.

L'avvocato Barillon, già deputato all'Assemblea e membro del Consiglio generale dell'Oise.

Antony Thouret, già prefetto del dipartimento del Nord, e rappresentante all'Assemblea legislativa francese del 1849.

D. Gonzales Bravo, ultimo presidente del Consiglio dei ministri in Ispagna, sotto il regno di Donna Isabella II di Borbone.

M. F. Hangi, borgomastro di Stainz, nella Stiria.

Il professore Greil, deputato alla Camera bavarese.

Il conte di Chesterfield, pari d'Inghilterra.

Marino Vreto, già console di Grecia a Marsiglia e letterato distinto.

Lord Ellenborough, membro della Camera dei Lordi.

C. D'Avigdor, duca di Acquaviva, ministro del Principato di Monaco e della Repubblica di San Marino a Parigi.

(*Continua*)

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

Il municipio di Roma, con avvisi del ff. di sindaco, annunzia:

Che il giorno 6 corr. si aprirà una scuola rurale maschile diurna e serale presso il convento di Santa Maria delle Fornaci fuori di Porta Cavalleggeri. Le iscrizioni si riceveranno dalle 9 antimeridiane alle 3 pomeridiane, e dalle 7 alle 9 pomeridiane;

E che il giorno 8 corrente si aprirà la scuola elementare femminile quotidiana e festiva in via Borgo Pio, n° 177. Le iscrizioni si riceveranno nei giorni non festivi dalle 8 antimeridiane alle 3 pomeridiane, e nei giorni festivi dalle 9 antimeridiane alle 12.

— Ieri aveva luogo nell'aula delle sedute della Corte delle Assise la solennità inaugurale del nuovo anno giuridico della Corte d'Appello di Roma.

Vi intervenivano S. E. il Ministro di Grazia e Giustizia e dei Culti, il prefetto comm. Gadda: il foro romano vi era rappresentato da numerosa schiera di giureconsulti.

Il procuratore generale del Re, comm. Ghiglieri, espose con forbito ed ordinato discorso il resoconto dell'amministrazione giudiziaria nell'anno scorso, porgendo all'uditorio interessanti ed accurate statistiche sopra ogni categoria dell'amministrazione.

— Pubblichiamo per norma del pubblico il seguente orario del servizio de' piroscafi tra Napoli, Palermo e l'isola di Sardegna:

Partenze da Palermo ogni due sabati, alle ore 18, a cominciare dal 13 corrente gennaio.

Da Napoli: ogni quattro sabati, alle ore 15, dal 20 corrente.

Le partenze da Livorno per la Corsica hanno luogo il mercoledì alle ore 19, e la domenica alle ore 9.

— La Classe di scienze fisiche e matematiche della Reale Accademia delle Scienze di Torino, nella sua adunanza del 31 dicembre 1871, ha udita la lettura dei seguenti lavori, i quali verranno inserti negli atti accademici:

1° Memoria sulla Condrina, lavoro del socio comm. Moleschott, in unione col dottore Fubini, assistente alla scuola di fisiologia;

2° Della combinazione diretta dello zolfo coll'idrogeno, del socio cav. Cossa.

Il segretario: A. Sobrero.

— L'*Osservatore Triestino* pubblica le seguenti informazioni intorno ai preparativi che si vanno facendo dai diversi Stati onde partecipare alla Esposizione mondiale che sarà tenuta a Vienna l'anno venturo:

« I preparativi che si fanno all'estero, scrive il foglio triestino, vanno di pari passo coi lavori preliminari che si fanno a Vienna. Abbiamo già accennato allo zelo spiegato a Pietroburgo per tale oggetto. Ora si annunzia che S. M. l'imperatore di Russia ordinò l'istituzione d'una Commissione imperiale per l'Esposizione del 1873, nominandone a presidente il consigliere intimo Bontowski, dirigente il dipartimento del commercio e industria. Questi si pose già in diretta relazione col direttore generale dell'Esposizione.

In Egitto tanto il Khedive, quanto Nubar pascià, dimostrarono il più vivo interesse per l'Esposizione. Secondo un rapporto del console al Cairo Haan, che fu posto a lato del signor console generale de Schwegel, a cui è affidata la sezione orientale, e che arriverà a Vienna fra pochi giorni, Nubar pascià aggiunse alla Commissione il letterato egiziano Brugsch, quale collaboratore per i lavori preliminari per la partecipazione dell'Egitto all'Esposizione.

Anche il governo rumeno istituì a Bucarest una Commissione per l'Esposizione, e fu chiamato a farne parte il signor John Vacarescu, in luogo del signor Odobescu.

Da Port-au-Prince si annunzia ch l'Haïti fa i passi necessari per poter partecipare all'Esposizione.

— L'*Overland China Mail* dice che le notizie del Tientsin sono terribili: più migliaia di miglia quadrate di quel territorio, stante il freddo succeduto all'inondazione, sono convertite in un vasto lago di ghiaccio, con 2 milioni circa di persone che lentamente periscono sotto i rigori d'un inverno settentrionale, e privi di cibi. Sebben sia un mese dacchè principiò l'inondazione, i Mandarini non hanno fatto alcuno sforzo adequato per impedirne l'ingrandimento, o diminuirne gli effetti: invece di occuparsi della chiusura delle aperture alle sponde dei fiumi, hanno ordinato preghiere a serpenti ed altri atti di superstizione.

— È stato pubblicato a Londra il quadro generale del commercio della Gran Bretagna, per l'anno 1870.

Gli attuali valori delle importazioni sono valutati a 307,257,000 lire sterline, 64 milioni delle quali provengono dalle colonie britanniche; le esportazioni sono estimate ascendere a 244 milioni, cifra la quale comprende 199 milioni e mezzo, valore dichiarato dei prodotti inglesi spediti all'estero.

Il totale dei cambi arriva perciò a 547 milioni di lire sterline; è la cifra più elevata, che siasi mai conseguita.

Le merci di transito, le quali figurano soltanto in un quadro speciale, sono calcolate a 11 milioni di lire sterline.

I metalli preziosi non sono compresi nelle cifre citate; dessi figurano in una partita distinta per 29,455,000 lire sterline all'entrata, e 18,919 all'uscita.

Nel 1870, il totale delle navi entrate e uscite sotto bandiere d'ogni colore, fu di 119,703 lire sterline, che rappresentano 36,140,682 tonnellate, di cui 25,092,100 per la marina inglese, e 15,568,002 per le navi estere. Il tonnellaggio delle nuove entrate od uscite senza carico era inferiore alla settima parte del movimento totale; questo tonnellaggio presentava 5,015,502 tonnellate. Le due terze parti del movimento totale si effettuano sotto bandiera nazionale.

I paesi stranieri, che maggiormente partecipano a questo movimento, sono anzitutto la Norvegia (2,774,148 tonnellate); quindi gli Stati Uniti (1,265,502 tonnellate; la Francia occupa il terzo luogo con 1,105,591 tonnellate.

L'effettivo della marina britannica, al 31 dicembre 1870, si componeva di 25,645 navi con 5,617,693 tonnellate. Confrontate colla fine del 1869, non vi è che una piccola differenza di tonnellate 17,000.

Aggiungendo quello che posseggono le colonie inglesi, trovasi un totale di 37,587 navi, ossia di 7,149,434 tonnellate; la marineria a vapore vi figura per 3796 vapori, e 1,202,131 tonnellate.

Il numero delle navi è di 327,449.

Nell'anno 1870 vennero costruiti: 974 bastimenti, che sommano a 342,706 tonnellate; 483 vapori, con 225,674 tonnellate complessivamente. Vi è adunque, nella costruzione dei vapori, un soprappiù di 108,000 tonnellate, circostanza rimarchevole, che attesta il cambiamento che viene operandosi nella marina mercantile.

Nel 1870 si costruirono:

499 bastimenti	in legno. . .	tonn.	58,630
445 »	in ferro. . .	»	271,760
30 »	misti	»	12,416

Da ciò risulta che la costruzione dei bastimenti in legno è ristretta alle navi di piccolissimo tonnellaggio; tutto quanto è destinato alla grande navigazione non impiega che ferro.

Glascow costruì 82,000 tonnellate; Londra 10,000 soltanto.

I cantieri inglesi costruirono per l'estero 102 bastimenti (51,651 tonnellate).

Il cabotaggio britannico presentò nel 1870 un movimento di 36,557,000 tonnellate. La marina straniera non vi partecipò che per 184,000 tonnellate.

DIARIO

L'imperatore Guglielmo, aderendo alla domanda del conte di Roon, ministro della guerra, lo ha esonerato dalle sue funzioni di ministro della marina, ringraziandolo nello stesso tempo colle più calde parole di riconoscenza per la sollecitudine con cui il signor Roon ha promosso i progressi della marina tedesca. Fu nominato a ministro della marina il generale Stosch. La *Kreuzzeitung* afferma che il ministero della marina sarà, per lo avvenire, direttamente subordinato alla cancelleria germanica.

Tutti i giornali parigini riferiscono la seguente corrispondenza dell'*Havas* intorno al ricevimento di capo d'anno che ebbe luogo lunedì scorso al palazzo di residenza del signor Thiers a Versaglia:

Alle 11 1/4 il presidente della Repubblica, accompagnato da tutti i ministri e dal signor Barthélemy Saint-Hilaire, entrava nella corte del palazzo. Il corteggio era preceduto nell'*avenue* di Parigi da un pelotone di corazzieri che si è fermato sulla piazza d'armi. Un pelotone di gendarmi lo ha accompagnato fino alla porta della presidenza dell'Assemblea. Il signor Grévy e i membri degli uffici aspettavano Thiers alla porta del salone della presidenza. Il colloquio è stato cordialissimo, ma non vi furono discorsi. A mezzogiorno meno un quarto, il presidente della Repubblica rientrava alla prefettura collo stesso cerimoniale. Dieci minuti dopo giungevano il signor Grévy e l'ufficio. C'è stato come la prima volta uno scambio di parole amichevoli e di cortesie, ma nessun discorso.

Dopo il ricevimento del signor Grévy, ha avuto luogo quello dei deputati. Costoro sono venuti in gran numero e di tutti i partiti, ma uno per uno o a gruppi e non in corpo. Il presidente della Repubblica si è fatto in mezzo a loro, stringendo la mano a quelli che conosceva particolarmente e ricevendo gli augurii di tutti. Le felicitazioni dirette a Thiers in queste intime conversazioni sono state vivissime e portavano l'impronta della sincerità. L'esito dell'ultima lotta parlamentare sostenuta dal governo sembrava aver prodotto un completo miglioramento nei rapporti di Thiers coll'Assemblea, che negli scorsi giorni parevano un po' tesi.

Il duca d'Aumale ed il principe di Joinville non sono comparsi al ricevimento, ma vi si notò la presenza di parecchi loro amici che hanno assicurato Thiers della loro devozione e protestato vivamente che nella recente discussione sulla Banca non vi era stato da parte loro nessun secondo fine politico, ma una semplice dissensione finanziaria. Insomma il ricevimento dei deputati ha lasciato in tutti la più lieta impressione e si è visibilmente soddisfatti nelle regioni governative della cordialità che vi è regnata.

Gli altri ricevimenti hanno tenuto dietro secondo il programma pubblicato dal *Journal Officiel*.

Il *Journal des Débats* parlando del ricevimento suaccennato dice che il signor Thiers ha fatto prova di prudenza e di tatto non pronunziandovi alcun discorso solenne. « Infatti, dice il foglio parigino, non può dissimularsi che qualunque discorso uscito dalla sua bocca, fosse pure stato di una insignificanza studiata, avrebbe prestata materia ad interminabili commenti e non si sarebbe mancato di vedervi altrettante cose quante ne vedeva il Petit-Jean nella sua celebre arringa. E chi sa se qualcuno che lunedì non si trovava neppure a Versaglia non avrà avuto l'orecchio così acuto da poter intendere anche ciò che Thiers ha detto a voce bassa? »

Il *Salut Public* scrive che le Commissioni cantonali istituite per esaminare le domande di indennità per danni della guerra hanno pressochè menato a termine il loro lavoro. Fin d'ora si possono presumere le cifre totali dei danni che si sono subiti. Le domande li fanno ammontare a circa 230 milioni, la qual cifra sarà ridotta dalle Commissioni cantonali a quell'altra di 150 milioni, esclusi gli edifizi pubblici, ma compresi gli immobili, i mobili e le mercanzie che vennero distrutti dagli incendiari della Comune. Questi 150 milioni si possono proporzionare così: 80 milioni di danni prodotti dalla guerra forestiera; 16 milioni prodotti dalle operazioni dell'esercito francese e 81 dagli incendi e saccheggi della Comune.

È stata presentata alla seconda Camera dei Paesi Bassi la relazione sull'*income tax*. Si afferma che, nel seno della Commissione, la maggioranza aveva ammesso la istituzione di questa imposta, riducendola all'uno per cento. La disposizione che ha sollevato maggiore opposizione è quella che sottopone alla tassa le rendite rurali già colpite dall'imposta fondiaria.

Il ministro delle finanze fece conoscere che, avendo i prodotti dell'annata corrente superate le previsioni, l'esercizio del 1871 verrebbe saldato con un piccolissimo disavanzo; e che il medesimo avverrebbe per l'esercizio del 1872, supponendo che gli introiti del prossimo anno abbiano ad essere uguali a quelli del presente anno. Il ministro, inoltre, propose di impiegare alla estinzione del debito pubblico una somma di dieci milioni di fiorini, tolta sui ventotto milioni che si trovano attualmente nelle casse dello Stato come boni delle rendite delle Indie negli ultimi due anni.

Scrivono alla *Gazzetta Universale d'Augusta* che è prossimo alla sua effettuazione il disegno che il principe di Montenegro ha formato di fabbricarsi una nuova residenza, che sia anche più conveniente dal punto di vista strategico. La scelta cadde su di un piccolo villaggio, Oria Luka, posto nella valle di Wiepaulowits, il quale facilmente si potrà convertire in una piazza forte. Si costruiranno simultaneamente la cittadella e il palazzo; per ciò si aspettano ingegneri da Pietroburgo.

Annunziamo con rammarico la morte del cav. De Doenniges, Inviato straordinario, Ministro Plenipotenziario di S. M. il Re di Baviera, avvenuta in Roma nella notte dal 3 al 4 corrente.

R. PREFETTURA DI ROMA.

Avviso.

Si previene il pubblico, che per disposizione del Ministero delle Finanze, Direzione del Tesoro, comunicata col dispaccio del 16 dicembre corrente, n. 67196, d'ora innanzi si riceveranno presso questo Uffizio di prefettura le domande risguardanti le operazioni di divisione, riunione, translazione, tramutamento, vincolo e svincolo di deposito per rimborso di capitali e pagamento di premi relativi al consolidato italiano.

Per tutte le operazioni che si riferiscono al Debito Pontificio, le relative domande dovranno essere rivolte all'Uffizio di stralcio incaricato del debito suddetto, residente presso l'Intendenza di finanza.

Roma, 22 dicembre 1871.

Il Prefetto: G. Gadda.

PEL CONCORSO AL PREMIO *RAVIZZA* per l'anno 1872.

Si propone uno studio sopra i *Salarj*. Basta questa indicazione per ravvisarvi una delle questioni giuridiche, economiche e sociali più urgenti allo stato presente. Si domanda solo che venga svolta con ispeciale riferimento alle condizioni degli operai italiani.

Vi può concorrere ogni italiano, eccettuati i membri della Commissione. I lavori possono essere inediti o stampati entro l'anno, anonimi o no; scritti in italiano o in francese; e verranno mandati *alla Presidenza del Liceo Cesare Beccaria in Milano*, prima dell'ultimo giorno di agosto 1872.

L'autore premiato conserva la proprietà del suo scritto, coll'obbligo di pubblicarlo entro un anno, se già nol fu, preceduto dal rapporto della Commissione. Alla presentazione dello stampato riceverà il premio di lire *mille*.

Si pregano i giornali a ripetere questo programma.

Milano, dalla Presidenza del R. Liceo *Cesare Beccaria*.

Cesare Cantù, *relatore*.

CAPITANERIA DI PORTO del compartimento marittimo di Porto Maurizio.

Il giorno 20 dicembre 1871, a due miglia in mare a levante del porto di Oneglia, venne ricuperata un'ancòra del peso di quattro quintali, alla quale andava unita una catena della lunghezza di dieci braccia, periziata in tutto lire quaranta.

Chiunque vantasse diritti a siffatto ricupero, dovrà farli valere a questa Capitaneria di porto a termini ed ai sensi del disposto dall'art. 136 del vigente Codice per la marina mercantile.

Porto Maurizio, 29 dicembre 1871.

Il Capitano di porto: G. Magliano.

Dispacci elettrici privati

(AGENZIA STEFANI)

Pietroburgo, 4.

La *Gazzetta Ufficiale* pubblica una nota del principe di Gortschakoff, in risposta al dispaccio diretto il 16 novembre dal segretario di Stato Fish al ministro americano a Pietroburgo.

Dopo avere constatato il richiamo di Catakazy ed avere promesso di esaminare le querele mosse contro questo ministro, parecchie delle quali sono da esso confutate, il principe Gortschakoff dichiara che il governo russo non può pronunziare un giudizio prima di avere udito anche Catakazy.

Gortschakoff esprime la convinzione che il governo degli Stati Uniti apprezzerà tale condotta e che questo deplorevole incidente non recherà alcun danno all'antica e cordiale amicizia dei due Stati, la quale fu di nuovo manifestata nel ricevimento del granduca Alessio.

Bukarest, 4.

Il Senato incominciò la discussione del progetto relativo alle ferrovie, già approvato dalla Camera dei deputati, e vuole terminarla per domani.

Atene, 4.

Il ministero ha offerto la sua dimissione avendo avuto la minoranza nelle elezioni dei Comitati. Esso ebbe 75 voti contro 76.

Versailles, 4.

Seduta dell'Assemblea Nazionale — Si approva con 472 voti contro 92 la proposta tendente a proibire ai deputati le funzioni pubbliche stipendiate, eccettuate quelle conferite mediante concorso o elezione, nonchè la funzione di ministro ambasciatore e ministro plenipotenziario.

Respingesi un emendamento del governo che proponeva una eccezione a favore del prefetto di Parigi e dei sottosegretari di Stato.

Parigi, 4.

Il duca di Grammont fu udito oggi nuovamente dalla Commissione d'inchiesta. Assicurasi ch'egli abbia comunicato alla Commissione un dispaccio di lord Loftus il quale racconta un abboccamento avuto con Bismarck. Il dispaccio proverebbe che la Prussia aveva deciso di provocare la guerra.

Il conte d'Arnim ricevette le lettere che lo accreditano come ambasciatore a Parigi.

Il linguaggio dei giornali tedeschi circa le spese militari della Francia considerasi come un indizio che Bismarch stia preparando nuove esigenze.

New-York, 5.

Oro 109.

Parigi, 5

La Commissione del bilancio abbandonò il progetto relativo all'imposta sulla rendita. È probabile che essa accetti il progetto del governo.

L'Accademia, riunitasi ieri, non ha accettato la dimissione di monsignor Dupanloup.

Lunedì avrà luogo il processo contro gli assassini degli ostaggi.

Borsa di Berlino — 4 gennaio.

	3	4
Austriache	228 1/2	228 7/8
Lombarde	120 3/4	121 5/8
Mobiliare	193 —	193 3/4
Rendita italiana	68 —	67 1/4
Tabacchi	— —	— —

Borsa di Londra — 4 gennaio

	3	4
Consolidato inglese	92 5/8	92 3/4
Rendita italiana	69 1/2	67 —
Lombarde	— —	— —
Turco	52 3/8	52 —
Spagnuolo	32 1/4	32 1/4
Tabacchi	— —	— —

Borsa di Vienna — 4 gennaio

	3	4
Mobiliare	339 —	340 30
Lombarde	209 75	211 70
Austriache	396 —	399 —
Banca Nazionale	830 —	885 —
Napoleoni d'oro	9 16 1/2	9 14
Cambio su Londra	115 —	115 10
Rendita austriaca	72 30	74 30

Borsa di Parigi — 4 gennaio.

	3	4
Rendita francese 3 0/0	56 52	56 20
Rendita francese 5 0/0	91 70	91 15
Rendita italiana 5 0/0	70 50	70 90
Ferrovie Lombardo-Venete	473 —	466 —
Obbligazioni Lombardo-Venete	252 25	253 25
Ferrovie romane	120 —	126 —
Obbligazioni romane	186 —	181 25
Obbligaz. Ferrovie Vitt. Em. 1863	200 25	202 —
Obbligaz. Ferrovie Meridionali	205 —	206 75
Consolidati inglesi	— —	— —
Cambio sull'Italia	6 1/2	6 1/2
Credito mobiliare francese	— —	— —
Obbligaz. della Regia Tabacchi	485 —	485 —
Azioni id. id.	705 —	— —
Londra, a vista	25 70	25 72
Aggio dell'oro per mille	10 3/4	12 —
Prestito	— —	— —

Chiusura della Borsa di Firenze — 5 gennaio

	4	5
Rendita 5 0/0	74 40	74 40
Napoleoni d'oro	21 44	21 43
Londra 3 mesi	27 16	27 19
Francia, a vista	106 70	106 75
Prestito Nazionale	85 70	86 82 1/2
Azioni Tabacchi	720 —	724 —
Obbligazioni Tabacchi	500 —	500 —
Azioni della Banca Nazionale	3900 —	3950 —
Ferrovie Meridionali	454 —	— —
Obbligazioni id.	220 —	222 1/2
Buoni Meridionali	507 50	507 1/2
Obbligazioni Ecclesiastiche	85 60	85 60
Banca Toscana	1810 —	1825 —

Borsa buona.

TELEGRAMMA METEOROLOGICO

Roma, 4 gennaio.

Vento moderato o un po' forte al Sud-Est e Sud-Ovest. Coperto o pioggia. 745 mm. Valentia, Londra e Skudesnaes. 55 Brest, Bruxelles e Stocolma. 65 Porto, Montauban e Vienna. 70 Madrid e Lisbona.

In Roma cielo sempre leggermente coperto. Dopo le ore tre e mezzo pomerid. finissima e rara pioviggina per breve tempo. Prima delle ore nove pom. cielo chiarissimo.

MINISTERO DELLA MARINA.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO.

Firenze, 4 gennaio 1872.

Le pressioni barometriche sono diminuite fino a 3 mm. nell'Italia settentrionale e centrale, sono stazionarie nell'Italia meridionale. Il cielo perfettamente sereno soltanto a Palermo ed a Catania, è nuvoloso nelle altre stazioni. Piove a Firenze, a Livorno e nel golfo della Spezia. Il mare è generalmente tranquillo e i venti deboli delle regioni settentrionali. La temperatura è un poco aumentata nel Nord e nel centro della penisola il termometro è sceso 12 gradi sotto lo zero a Moncalieri, 9 ad Aosta e 2 ad Urbino, è sceso soltanto a zero a Camerino. Il barometro è sceso in Inghilterra e nel Nord della Francia. Probabile il dominio di venti alquanto forti di Ovest, e tempo molto vario nelle diverse regioni d'Italia.

TEATRI

Spettacoli d'oggi (5 gennaio 1872).

APOLLO, ore 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Verdi: *Rigoletto* — Ballo: *La Dea del Valhalla.*

ARGENTINA, ore 7 1/2 — La drammatica Compagnia Peracchi rappresenta: *La moda* — Ballo: *Il Profeta.*

VALLE, ore 8 — La drammatica Compagnia diretta da Tommaso Salvini rappresenta: *Il Gladiatore.*

CAPRANICA, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Rossini: *Le Educande di Sorrento.*

Fea Enrico, Gerente.

ROMA — Tipografia Eredi Botta
via dei Lucchesi, n. 4.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 4 gennaio 1872.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.	*Osservazioni diverse*
Barometro	765 7	765 4	764 1	766 2	(Dalle 9 pom. del giorno prec. alle 9 pom. del corrente)
Termometro esterno (centigrado)	3 0	9 0	10 0	3 9	Termometro
Umidità relativa	80	72	59	83	Massimo = 10 0 C. = 8 0 R.
Umidità assoluta	4 52	6 13	5 11	5 01	Minimo = 2 0 C. = 1 6 R.
Anemoscopio	N. 0	N. 0	N. 2	N. 2	
Stato del cielo	0. leggerm. coperto	0. coperto	2. nubi legg.	10. chiariss.	Pioggia in 24 ore poche gocce

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 5 gennaio 1872

Cambi	Giorni	Lettera	Denaro
Genova	30	— —	
Napoli	30		
Livorno	30	— —	—
Firenze	30	—	
Venezia	30	99 80	— —
Milano	30	—	
Ancona	30	—	
Bologna	30	—	—
Parigi	90	—	— —
Marsiglia	90	105 20	104 70
Lione	90	— —	— —
Londra	90	27 15	27 05
Augusta	90		
Vienna	90	— —	— —
Trieste	90		
		Marenghi d'oro da 20 fr.	— —

Valori	Godimento	Valore nominale	Contanti
Rendita italiana 5 0/0	1 genn. 72	—	73 80
Consolid. Romano 5 0/0	»		— —
Imprestito Nazionale	1 ottob. 71	—	86 50
Detto piccoli pezzi	»	—	86 75
Obblig. Beni Eccles. 5 0/0		— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0	1 genn. 72	537 50	497 —
Detti Emissione 1860-64	1 ottobre 71	— —	73 —
Detti concambiati	»	— —	72 50
Prestito Romano, Blount	»	—	70 25
Detto Rothschild	1 dicemb. 71	— —	70 —
Banca Nazionale italiana	1 luglio 71	1000	3900 —
Banca Nazionale Toscana	1 gennaio 72	1000 —	1800 —
Banca Romana	1 genn. 72	1000 —	1460 —
Banca Generale		— —	595 —
Banca Italo-Germanica		500 —	570 50
Azioni Tabacchi		500	— —
Obbligazioni dette 6 0/0	1 genn. 72	500	— —
Strade Ferrate Romane	1 ottobre 65	500	140 —
Obbligazioni dette	1 genn. 72	500 —	191 —
Strade Ferrate Meridionali		500 —	— —
Buoni Merid. 6 0/0 (oro)		500 —	—
Società Rom. delle Miniere di ferro	1 nov. 1871	537 50	127
Società Anglo-Romana per l'illuminazione a Gas	1 genn. 72	500	622 —
Gas di Civitavecchia	»	500	420 —
Pio Ostiense	»	430	99 —
Società pe' terreni di Roma, per ogni azione versate lire 150	»	500 »	650 »

Visto — *Il Deputato di Borsa*: Giuseppe Rimacci.

Citazione per pubblici proclami.

L'anno mille ottocento settantuno il giorno due dicembre in Lecce.

Ad istanza della signora Filomena Mazzatta nella qualità di erede beneficiata del defunto barone Gaetano Rodolfo Majorana, nonchè della signora Marianna Majorana autorizzata dal di costei marito cavaliere Giacomo Pironti e delli signori Leopoldo e Clementina Majorana, eredi tutti del fu barone di S. Donato Gaetano Majorana seniore, proprietarii, domiciliati e residenti in Napoli e per la presente procedura eligono il loro domicilio in Lecce presso dell'avvocato signor Luigi Zaccaria, che li rappresenta nella qualità di procuratore.

Io Giuseppe Cesano usciere del tribunale civile e correzionale di Lecce, ove domicilio,

Di seguito all'atto per pubblici proclami del giorno undici dicembre 1868 inserito nei giornali ufficiali degli annunzi giudiziari che stampansi in Lecce e Firenze, riportato ai numeri 170 e 352, ed in esecuzione del deliberato del tribunale civile e correzionale di Lecce del dì diciotto settembre corrente anno registrato con marca di lire 1 20 annullata, che concede la facoltà a ripetere la sopradetta istanza per pubblici proclami così concepita:

« Il tribunale deliberando in camera di consiglio sul rapporto del giudice delegato sig. Braccio, uniformemente alle conclusioni del P. M. autorizza i sig. Leopoldo, Clementina e Marianna Majorana, autorizzata quest'ultima dal di lei marito cavaliere Giacomo Pironti nella qualità come dagli atti, domiciliati in Napoli, a poter rinnovare la citazione per pubblici proclami a tutti i reddenti enunciati nello elenco e nella citazione del dì undici dicembre 1868 con stabilirsi il termine non minore di un mese per comparire, facendone la inserzione nel giornale degli annunzi giudiziari di questa provincia ed in quello ufficiale del Regno. Ordina del pari che la citazione istessa venga notificata nei modi ordinari ai seguenti individui:

« 1. Sacerdote Giuseppe Antonio de Giorgi, domiciliato in Vernole - 2. Salvatore Pascali, domiciliato in S. Cesario - 3. Clementina Ayr di Fortunato, domiciliata in Lecce - 4. Luciano de Carlo, domiciliato in Vernole - 5. E Pantaleo de Carlo, domiciliato in Acquarica di Lecce, e che un esemplare del giornale di provincia contenente copia di esso sia affisso per lo spazio almeno di sei giorni alla porta interna della municipalità e del comune, ove son siti i fondi soggetti alla prestazione, nonchè della pretura dei corrispondenti mandamenti ». Ho dichiarato per pubblici proclami, nei modi di legge, agl'individui designati in fine del presente, che siccome taluni han costituito dei procuratori, così discutersi la causa nello interesse di tutti li convenuti, conviene novellamente ripetere la sopradetta citazione per essere decisa nell'interesse dei comparenti e dei contumaci.

In conseguenza io suddetto usciere sulla medesima istanza dei signori Filomena Mazzatta, Leopoldo, Clementina e Marianna Majorana e cavaliere Giacomo Pironti nella qualità come sopra ho citato per pubblici proclami per la seconda volta li seguenti individui per tutti quei fondi da loro posseduti nel già feudo di Termiteto, sito nel territorio di Vanze aggregato a Vernole e designati nella sopradetta prima citazione ed ogni altro possidente che ne fosse omesso, a comparire nel termine di quaranta giorni all'udienza del tribunale civile e correzionale residente in Lecce e nella prima camera, sezione civile, e qualora in cotesto termine non forniscano a loro spese un documento novello di ricognizione per la prestazione delle decime sui prodotti del grano, orzo, fave, lino, avena, ulivi e vino-mosto, ovvero sui canoni per commutazione, se mai ve ne fossero stati, fosse dichiarato e sentenziato dal tribunale, che la prescrizione trentennaria sia rimasta interrotta rapporto al diritto e facoltà spettante da tempo immemorabile agl'istanti, che posseggono pacificamente ed a giusto titolo quello di esigere la decima sui prodotti, come sopra enunciati nel già feudo Termiteto, come pure continuato e non interrotto il pacifico possedere dello stesso condannando i resistenti a fornire gli istanti medesimi, ed a proprie spese, del corrispondente titolo ricognitivo per l'enunciate prestazioni decimali, ed in difetto che il pronunziato del tribunale rimanesse in luogo di nuovo documento dalla legge prescritto ed avesse egual valore, e tutto ciò con la esecuzione provvisoria non ostante appello, e salvo sempre ogni altro diritto, azione e ragione.

Si sentiranno pure condannare a tutte le spese del presente giudizio e compenso di avvocato. In fine rimane dichiarato che qualora in seguito della presente novella citazione neppur comparissero, la causa sarà decisa in di loro contumacia, ed il pronunziato sarà inappellabile. Li documenti che sorreggono la domanda degli attori, si offrono novellamente in comunicazione facendosene nel termine deposito nella cancelleria di questo tribunale.

Si dichiara per ultimo che l'avvocato signor Luigi Zaccaria continuerà a rappresentare gl'istanti nella qualità di speciale procuratore. Li convenuti pel già feudo di Termiteto sono li seguenti che si citano per tutti quei fondi che posseggono e che furono ancora enunciati nella prima citazione:

1. Giuseppe Berardini - 2. Rosaria Berardini ed il di lei marito per l'autorizzazione signor Giov. Mastrovitti - 3. Andrea Genziano - 4. Andrea Carlo [illegible] Luigi - 5. Donato Belli - 6. Luciano de Carlo - 7. Gaetano de Pascalis - 8. Nicoletta Sansonetti ed il di lei marito per autorizzarla signor Gaetano de Pascalis - 9. Vito de Giovanni - 10. Anna de Carlo ed il di lei marito Trojano Sansonetti - 11. Giuseppe Antonio de Giorgi fu Vito Nicola - 12. Vito Nicola de Carlo - 13. Sacerdote don Pasquale de Giorgi - 14. Giuseppe de Giorgi fu Vito Nicola - 15. Innocenzo Belli - 16. Luciano de Giorgi - 17. Consiglia de Giorgi - 18. Luigi Pasquale Denti - 19. Pantaleo de Carlo Solitario - 20. Donata de Giorgi aut.ª dal di lei marito Pantaleo de Giorgi - 21. Antonio Pascali - 22. Michele de Carlo [illegible] - 23. Maria Totaro ed il di lei marito per autorizzazione Pasquale Berardini - 24. Donato de Giorgi - 25. Anna Belli e Donato de Giorgi - 26. Sacerdote don Giuseppe Antonio de Giorgi - 27. Anna Belli - 28. Orazio de Giorgi - 29. Cappella del SS. Rosario di Vernole, rappresentata dall'economo curato signor Marco Luigi de Carlo, proprietarii, tutti domiciliati e residenti in Vernole - 30. Salvatore Pascali, proprietario, domiciliato in San Cesario - 31. Paolino Perrino - 32. Vincenzo de Giorgi - 33. Sabatino Mazzeo - 34. Gaetano Elia - 35. Domenico Cannoletta - 36. Gregorio Cannoletta - 37. Pasqualino Mazzeo, Antonio de Giorgi, Mariano Manzi ed Annunziato de Giorgi - 38. Antonio Pasquale Cannoletta - 39. Gaetano Cannoletta - 40. Donato Elia - 41. Gregorio Cannoletta - 42. Pantaleo de Carlo - 43. Vita Papa - 44. Pasquale Cannoletta - 45. Annunziata de Giorgi - 46. Vito Cannoletta - 47. Matrice Chiesa di Acquarica e per essa il Demanio nazionale, rappresentato dall'intendente di finanza cavaliere Ferdinando Blanco, residente in Lecce - 48. Salvatore Lillo - 49. Vito Cannoletta - 50. Eredi di Donato Rizzo di Acquarica di lui figlio Vito ed i minori rappresentati dalla loro madre - 51. Lazzaro Manzi - 52. Eredi di Gaetano de Giorgi, Donato, Salvatore, Vito e la di loro madre Anna tutrice dei minori, proprietarii; tutti domiciliati e residenti in Acquarica - 53. Paolina Sansonetti - 54. La signora Clementina Ayr erede del padre Fortunato, proprietaria, domiciliata in Lecce - 55. Vitantonio de Giovanni - 56. La Chiesa Matrice di Vanze o il Real Demanio, rappresentato dall'intendente di finanza cavaliere Ferdinando Blanco, domiciliato a Lecce - 57. Maria Assunta Carofalo - 58. Raffaela de Giorgi - 59. Costantino de Giorgi - 60. Giuseppe Lazzaro de Giorgi - 61. Filomena de Giorgi - 62. Santo de Giovanne - 63. Oronzo Montinaro - 64. Vito Donato de Giorgi - 65. Anna Elia, proprietaria, domiciliata in Vanze - 66. D.ª Marianna Berardini, proprietaria, domiciliata in Arnesano - 67 Signor Vito de Pascalis, proprietario, domiciliato in Lizzanello - 68. Signor Carlo de Pascalis - 69. Pasquale de Pascalis, proprietario, domiciliato e residente in Castri - 70. Li signori Salvatore, Oronzo e Raffele, fratelli Antonucci eredi di Liberato Antonucci, proprietarii, domiciliati e residenti in Pisignano - 71. La Chiesa Matrice di Acaja, rappresentata dal parroco Romualdo Briganti o il Real Demanio, rappresentato come sopra dall'intendente di finanza - 72. Eredi di Lazzaro Bisignano, il figlio Raffaele e la di lui germana, proprietaria, domiciliata in Acaja - 73. Donato Carofalo - 74 Donata Carofalo, proprietarii, domiciliati in Strudà - 75. Da ultimo Vito Turco, proprietario, domiciliato a Vernole

Col presente atto rimangono citati per pubblici proclami non solo i suddetti individui ed ogni altro possessore dell'ex feudo di Termiteto, reddente sia per decime in natura, ovvero per canoni provenienti da commutazione di decima.

Inoltre il presente atto sarà inserito nel giornale degli annunzi giudiziarii della provincia ed in quello ufficiale del Regno.

Ho dichiarato da ultimo, che con altro atto si procederà alle affissioni ed alla citazione ordinaria degli altri individui, giusta il deliberato del tribunale.

Copia del presente atto da me collazionata e firmata, ho lasciata agl'istanti per essere inserita nel Giornale del Regno.

Specifica totale lire 14 40.

15 GIUSEPPE CESANO, usciere,

Citazione per pubblici proclami.

L'anno milleottocento settantuno, il giorno cinque dicembre, in Lecce.

Ad istanza delli signori Leopoldo, Clementina e Marianna Majorana, autorizzata quest'ultima dal di lei marito cavaliere Giacomo Pironti, eredi del fu barone di San Donato Gaetano Majorana seniore; nonchè della signora Filomena Mazzatta, quale erede beneficiata del defunto barone Gaetano Rodolfo Majorana juniore, proprietari tutti domiciliati in Napoli, e per la presente procedura eligono il loro domicilio a Lecce presso l'avvocato signor Luigi Zaccaria che li rappresenta nella qualità di procuratore;

Io Giuseppe Cesano, usciere del tribunale civile e correzionale di Lecce, ove domicilio,

In continuazione dell'atto per pubblici proclami del dì 15 dicembre 1868, inserito nel giornale ufficiale degli annunzi giudiziari di Lecce e Firenze, riportato ai numeri 168 e 352, ed in esecuzione del deliberato del tribunale civile e correzionale di Lecce del dì 18 settembre corrente anno, registrato con marca di lira una e centesimi venti annullata, che concede la facoltà a ripetere la sopraddetta istanza per pubblici proclami, e così concepita:

« Il tribunale deliberando in camera « di consiglio sul rapporto del giudice « delegato signor Braccio, uniforme- « mente alle conclusioni del Pubblico « Ministero, autorizza i signori Leopol- « do, Clementina e Marianna Majorana, « autorizzata quest'ultima dal di lei « marito cavaliere Giacomo Pironti, « nella qualità come dagli atti, domici- « liati in Napoli, a poter rinnovare la « citazione per pubblici proclami a tutti « i reddenti enunciati nello elenco e « nella citazione del dì 15 dicembre « mille ottocento sessantotto, con sta- « bilirsi il termine non minore di un « mese per comparire, facendone la in- « serzione nel giornale degli annunzi « giudiziari di questa provincia ed in « quello ufficiale del Regno.

« Ordina del pari che la citazione « istessa venga notificata nei modi or- « dinari ai seguenti reddenti, cioè: 1° « Giuseppe Saltorelli domiciliato in San « Donato; 2° D. Pasquale Romano do- « miciliato in Lecce; 3° D. Francesco « Licastro domiciliato in San Cesario; « 4° Donato Costantini domiciliato in « San Donato; 5° E Vito Nicolini do- « miciliato anche in San Donato, e che « un esemplare del giornale di provin- « cia, contenente copia di essa, sia an- « cora affissa, e rimanga affissa per lo « spazio di sei giorni nella porta esterna « della municipalità del comune, ove « son siti i fondi soggetti alla presta- « zione, nonchè della pretura dei corri- « spondenti mandamenti. »

Ho dichiarato per pubblici proclami nei modi di legge agl'individui designati in fine del presente, nonchè ad ogni altro per avventura omesso, che fosse possidente nei confini dell'intero già feudo di San Donato, come da tempo immemorabile, pacificamente ed a giusto titolo, come la decisione della già suprema Commissione feudale del ventiquattro luglio 1809 attribuisce i dritti di esigere la decima sulli prodotti dello intero territorio pel grano, orzo, fave, avena, lino, vino mosto od olive, senza deduzione della semenza pei cereali, per le olive però dai naturali di San Donato allora esistente, la vigesima, e per tutti gli altri la decima. Inoltre hanno pure il dritto alla percezione di alcune rendite perpetue per capitali irrepetibili. Cotesti dritti con legittimo possesso continuato si sono conservati e custoditi fin oggi. Or siccome tra li citati taluni han riconosciuto nella persona degl'istanti li dritti suddetti, ed altri han costituito dei procuratori, così onde discutersi la causa nell'interesse di tutti li convenuti convien novellamente ripetere la sopraddetta citazione per essere decisa tra tutti li comparenti e contumaci. In conseguenza io suddetto usciere, sulla medesima istanza dei signori Leopoldo, Clementina e Marianna Majorana, e Filomena Mazzatta nella qualità come sopra, ho citato per pubblici proclami per la seconda volta li seguenti individui per tutti quei fondi da loro posseduti nel già feudo di San Donato, e dei quali nella sopraddetta prima citazione, ed ogni altro possidente che per avventura si fosse omesso, a comparire nel termine di quaranta giorni all'udienza del tribunale civile e correzionale residente in Lecce, e nella prima camera, sezione civile, e qualora in cotesto termine non fornissero a loro spese un novello documento tanto per la prestazione delle decime sulli prodotti del grano, orzo, fave, lino, avena, ulivi e vino mosto, in conformità del solenne giudicato, ovvero pei canoni dovuti per commutazione, nonchè per le annue rendite, fosse dichiarato dal tribunale interrotta la prescrizione trentennaria, ed insieme legittimo il dritto, come pure continuato e non interrotto il pacifico possedere dello stesso, ed in difetto che il pronunziato del tribunale rimanesse in luogo del nuovo documento dalla legge prescritto, ed avesse l'egual valore, e tutto ciò con la esecuzione provvisoria non ostante appello, salvo sempre ogni altro dritto, azione e ragione. Si sentiranno pure condannare a tutte le spese del presente giudizio, e compenso di avvocato. Infine rimane dichiarato che qualora in seguito della presente novella citazione neppur compariscano, la causa sarà decisa in di loro contumacia, ed il pronunziato sarà inappellabile.

Li documenti che sorreggono la domanda degli attori, si offrono novellamente in comunicazione, facendosene nel termine deposito nella cancelleria di questo tribunale.

Si dichiara da ultimo che l'avv. sig. Luigi Zaccaria continuerà a rappresentare gl'istanti nella qualità di loro speciale procuratore.

Li convenuti pel già feudo di S. Donato sono li seguenti, che si citano per tutti quei fondi che posseggono, e che furono ancora enunciati, e descritti nella prima citazione.

1. Nicolaci Vincenzo - 2. Conte Pietro - 3. Milanese Antonio - 4. Toraldo Lazzaro - 5. Costantini Antonio, Salvatore, Michele sacerdote, e Donata, ed il di lei marito Cesario Carlà per autorizzarla, domiciliati essi coniugi in S. Cesario - 6. Longo Rosa - 7. Costantini Filomena, Raffaela ed Addolorata fu Pietro, ed il marito di quest'ultima Rollo Gaetano per autorizzarla - 8. Capitolo di S. Donato, o il R. Demanio rappresentato dall'intendente di Finanza cav. Ferdinando Blanco domiciliato a Lecce - 9. Antonio, Angelo Maria, Antonia, Francesca e Pasqualina dell'Anna, ed i mariti delle due ultime Antonio Carlino e Domenico Taurino per autorizzarle - 10. Saltorelli Giuseppe - 11. Sorelle Centonze Maria e Raffaela - 12. Centonze Maria - 13. Costantini Antonio - 14. Ingrosso Maria moglie di Rollo Angelo, Raffaele, Salvatore, Mariantonia, Donata Ingrosso, Raffaela e Vitantonio Rollo - 15. Conte Giuseppe - 16. Eredi di Tondo Giovanni Donato, Vito, Salvatore, Annunziata, Agata e Rosaria moglie di Miccoli Giuseppe - 17. Perrone Pantaleo - 18. Longo Mariantonia - 19. Eredi di Serafino Ippazio Foriana moglie di Gabellone Antonio, Lucia moglie di Costantini, Vito Donata moglie di Lerio Angelo, Emmanuela, Antonia e Giuseppe - 20. Costantini Donato - 21. Santa Costantini vedova di Cristofalo Tommaso - 22. Costantini Andrea - 23. Costantini Salvatore - 24. Perrone Domenico - 25. Perrone Lucia moglie di Conte Pietro - 26. Nicolaci Donato - 27. Milanese Giuseppe - 28. Eredi di Milanese, Giuseppe e Paolina Rollo di Raffaele e Giuseppa moglie di Cristofaro Salvatore - 29. Mele Salvatore - 30. Longo Cipriano - 31. Quarta Maria 32. Dell'Anna Salvatore - 33. Quarta Annunziata - 34. Conte Saveria fu Celestino - 35. Perrone Vincenza eredi di Nicolaci Serafina, rappresentata dal padre Perrone Luigi - 36. Perrone Salvatore - 37. Perrone Salvatore e Donato - 38. Rollo Raffaele - 39. Toraldo Giuseppe - 40. Conte Concetta - 41. Ingrosso Paolina vedova - 42. Rollo Francesco, Salvatore, Angelo e Gabriela fu Gaetano, moglie questa di Rollo Gaetano - 43. Centonze Donata - 44. Nicolaci Vito - 45. Costantini Antonio sacerdote - 46. Greco Vincenzo - 47. Rollo Pasquale - 48. Serafino Salvatore - 49. Stabilimento di Cristo rappresentato dal presidente della Congregazione di Carità Donato Mazzeo - 50. Rotondo Ignazio - 51. Perrone Felice - 52. Cristofalo Giuseppe, Taurino Donato e Sebastiano, Tondo Concetta moglie di Toraldo Raffaele, Toraldo Oronzo e Stella moglie fu Donato Ingrosso, Toraldo Giusta moglie di Paolino Ingrosso, Rollo Donato - 53. Conte Proposito - 54. Majo Gaetano - 55. Majo Donato - 56. Majo Antonio, Gaetano, Vincenzo e Donato - 57. Milanese fu Giuseppe Vito, Donato e Concetta moglie di Conte Salvatore - 58. De Pascalis Francesco - 59. Rollo Rosa - 60. Cristofalo Santo Giuseppe, Francesco e Francesca - 61. Conte Leonardo - 62. Petrelli Donato, Stella e Vittoria, ed i mariti di costoro per autorizzarle Raffaele Sborra ed Arcangelo Toraldo, nonchè Costantini Donato - 63. Milanese Pantaleo - 64. Nicolacci Luigi, Celestino Teresa fu Vito Giuseppe, Stella e Salvatore - 65. Capone Francesco, Donato, Donata moglie di Toraldo Giuseppe, Giusta moglie di Toraldo Oronzo, Stella nubile del fu Capone Vincenzo - 66. Mazzeo Luigi - 66 *bis*. Milanese Assunta moglie di Ricchiuto Salvatore, Milanese Donata, moglie di Majo Vincenzo ed il minore Toraldo Donato, rappresentato dal padre Raffaele - 67. Perrone Brizio - 68. Stabilimento del Santissimo Sacramento, rappresentato da Donato Mazzeo, presidente della Congregazione di Carità - 69. Capone Andrea - 70. Carlà Maria, moglie di Milanese Lazzaro - 71. Eredi di Taurino Salvatore, Vita Maria, Tomaso Cesario, rappesentati dalla madre Cristofalo Annunziata - 71. Eredi di Rollo Gaetano fu Paolo Saveria, rappresentata dalla madre Conte Annunziata fu Vito Maria, moglie di Cristofalo Giuseppe - 72. Conte Giuseppe e Teresa fu Donato, minore senza tutore - 73. Taurino Daniele - 74. Rollo Arcangelo - 75. Rotondo Anna - 76. De Pascalis Maria Antonia vedova - 77. Nicolaci Salvatore - 78. Dell'Anna Salvatore - 79. Ingrosso Carmine, Ippazio, Maria e Pasqualina fu Donato - 80. Taurino Donato - 81. Dell'Anna Donato - 82. Centonze Maddalena - 83. Rollo Annunziato e De Blasi Vito - 84. Tondo Annunziato - 85. Nicolaci Donata fu Celestino - 86. Perrone Gaetano - 87. Quarta Vito - 88. Nicolaci Antonio - 89. Perrone Luigi - 90. Ingrosso Antonio - 91. Nicolaci Raffaele - 92. Dell'Anna Salvatore - Raffaele Annunziata, e questa minore figli del detto Salvatore dell'Anna - 93. Conte Michele - 94. Rollo Angela moglie d'Ingrosso Vito - 95. Rollo Donato - 96. Ingrosso Vito - 97. Ingrosso Lazzaro - 98. Rollo Domenico - 99. Rotondo Ignazio - 100. Nicolaci Gaspare - 101. Rollo Annunziato - 102. Conte Pasquale - 103. Rollo Francesco Saverio - 104. Longo Vito, Donata moglie di Perrone Ippazio e Nicoletta - 105. Toraldo Santo - 106. Eredi di Rollo Lucresio, Raffaele, Vito, Lucia, Marina minore, tutrice la madre, Rollo Domenico, nonchè Maria Donata moglie di Cristofalo Vincenzo - 107. Conte Domenico - 108. Capone Donato - 109. Eredi di Milanese Annunziata figli di Salvadore Ingrosso, Ippazio, Donato, Luigi, Giuseppe, Nicola, Michela moglie di Toraldo Tommaso - 110. Toraldo Donato - 111. Lerio Gaetano - 112. Eredi di Cristofalo Tommaso, Realino, Raffaele, Giuseppe, Donato, Pasquale Annunziata ed Antonia - 113. Capone Francesco - 114. Palmieri Lucia moglie di Sabatino Serafino - 115. Costantini Maria moglie di Perrone Vito - 116. Costantini Vito - 117. Mele Salvatore, Tondo Annunziato, Perrone Oronzo e Perrone Donata - 118. Eredi d'Ingrosso Donato, Ippazio, Maria, Maria moglie di Taurino Donato e Pasqualina - 119 De Blasi Gaetano - 120. Eredi di Conte Raffaela, figli di Taurino Eligio, Leonarda moglie di Milanese Antonio, Lucia moglie di Mele Pietro, Daniele, Giusto, Donato, eredi di Salvatore Taurino, Vito Maria, Cesario Tommaso, tutrice la madre Cristofalo Annunziata - 121. Dell'Anna Raffaele - 122. Conte Angelo - 123. Ricchiuto Salvatore - 124. Eredi di Conte Giovanna del primo marito Costantini Pietro, sono Vito, Raffaela moglie di Grande Salvatore, Filomena ed Addolorata moglie di Rollo Gaetano, quelli del secondo Giacomo Antonio è il solo Salvatore minore e senza tutore - 125. Ricchiuti Giusto - 126. Toraldo Annunziata - 127. Morgiatta Angela vedova - 128. Milanese Angelo - 129. Dell'Anna Antonia - 130. De Blasi Luigi - 131. Conte Leonarda nubile e maggiore - 132. Serafino Raffaele - 133. Serafino Sabatino - 134. Nicolaci Giuseppe - 135. Conte Raffaele - 136. Toraldo Raffaele - 137. Majo Vincenzo - 138. Milanese Ippazio - 139. Eredi di Perrone Vito Luigia moglie d'Ingrosso Donato e Pasqualina - 140. De Blasi Vito - 141. Nicolaci don Vito - 142. Beneficio di San Rocco e per esso il Real Demanio, rappresentato dall'Intendente di finanza cavaliere Ferdinando Blanco - 143. Conte Francesco Saverio - 144. Cristofalo Salvatore - 145. Eredi d'Ingrosso Mariantonia moglie di Rotondo Ippazio, Stella moglie di Paolino Colazzo Salvatore ed Anna Maria - 146. Perrone Vito - 147. Eredi di Carlino Romano Cosimo, Salvatore, Giuseppe minore, tutore Ingrosso Vito, Marianna moglie di Rollo Giuseppe, Lucia moglie di Ricchiuto Lazzaro - 148. Dell'Anna Salvatore - 149. Ingrosso Tommaso - 150. Nicolaci Domenica vedova - 151. Rollo Lucrezia - 152. Longo Donato - 153. Ingrosso Girolamo - 154. Eredi di Saverio Angelo, Emmanuela moglie di Serafino Giuseppe, Francesco e Vito - 155. Taurino Salvatore - 156. Toraldo Oronzo - 157. Cristofalo Margherita - 158. Milanese Salvatore - 159. Taurino Zachele - 160. Perrone Francesco - 161. Taurino Raffaele - 162. Serafino Luigi - 163. Dell'Anna Angelo - 164. Dell'Anna Donato - 165. Capone Stella - 166. Capone Giusta moglie di Toraldo Oronzo - 167. Eredi di Cristofalo Angelo moglie di Palermo Donato, figli Salvatore, Emilio Annunziato e Carmela minori, Lazzara moglie di Greco Donato - 168. Eredi di Ingrosso Angelo sono la moglie Conte Raffaela ed i fratelli di esso Pietro, ed Oronzo, proprietarii, domiciliati tutti in San Donato - 169. Capitolo di Lecce e per esso il Real Demanio, rappresentato dall'intendente di finanza cavaliere Ferdinando Blanco - 170. Ospedale di Lecce sotto qualunque legato, rappresentato dal presidente della Congregazione di Carità di Lecce - 171. Russo Beniamino fu Raffaele - 172. Eredi di Lembo Gennaro, Carlo, Michele e Filomena, moglie questa di Candido Luigi e Sebastiano minore - 173. Romano Pasquale - 174. Mensa vescovile di Lecce, rappresentata dal subeconomo cavalier Angelantonio Paladini - 175. Parrocchia della Grazia di Lecce, rappresentata dal parroco Oronzo Sforza - 176. Rossi Eduardo e fu Giovanni - 177. Taurino Raffaele - 178. Palmieri Emmanuele - 179. Parrocchia della Luce di Lecce, rappresentata dal parroco - 180. Vergara Luigi - 181. Franco Bartolo e Cesario - 182. Petrachi Salvatore - 183. Congrega del Bambino, rappresentata dal priore Salvatore Pranzo - 184. Eredi di Santo Andrea, Maria moglie di Colonna Cesare, Carmela, Raffaele, Clementina, tutrice la madre Lingua Nicoletta - 185. Prebende canonicali, e per esse il Real Demanio, rappresentato come sopra - 186. Russo Giacinto fu Gaetano sacerdote - 187. Canonico Giuseppe Antenio Monaco, proprietarii; tutti domiciliati in Lecce - 188. Romano Vincenzo - 189. Taurino Ippazio sacerdote e Vincenzo - 190 Scippa Tommaso e Laudisa Cesario - 191. Carlà Angelo - 192. Carlà Salvatore - 193. Carlà Salvatore detto Sciarpo - 194. Carlà Salvatore fu Vincenzo - 195. Sarno Basilio - 196. Nanno Nicola - 197. Capitolo di San Cesario e per esso il Demanio nazionale, rappresentato dall'intendente di finanza cavaliere Ferdinando Blanco - 198. Forgile Vincenzo - 199. Russo Oronzo Cesario - 200. Mazzatta Pasquale - 201. Mazzatta Pasquale - 202. Nero Luigi - 203. Toraldo Pietro fu Donato - 204. Vergallo Annunziato - 205. Vergallo Gaetano - 206. Teresa Capone moglie di Carlà Francesco, figli Battista, Cesario, Luigi, Carmela nubile e Raffaela moglie di Capone Donato - 207. Scardino Vincenzo - 208. De Pascalis Francesco - 209. Carlà Carmine sacerdote - 210. de Giorgi Cesaria - 211. Capone Agata erede di Lazzaro Ingrosso - 212. Capone Gaetano - 213. Foggetti Pietro - 214. Congrega del SS. Rosarie di San Cesario, rappresentato dall'economo Taurino Giovan Battista - 215. Rollo Salvatore - 216. Cappello de Vito - 217. Morgiatta Vincenzo - 218. Morgiatta Nicola - 219. Rizzo Gaetano - 220. Capone Domenico - 221. Pecoraro Angelo - 222. Albanese Ferdinando - 223. Pellara Giovanna vedova - 224. Carlà Serafino - 225. Scardino Angelo - 226. Mazzatta Salese - 227. Scardino Ippazio - 228. Carlà Antonio Maria - 229. Elia Francesco - 230. Rizzo Pietro - 231. De Giorgi Cesario - 232. De Giorgi Domenico - 233. Taurino Ippazio - 234. Rizzo Clementino - 235. Rovito - 236. Pintabona Felice - 237. Foggetti Salvatore - 238. Carlà Cesario - 239. Eredi di Rollo Angelo, Vincenzo, Addolorata, Antonio, Placido, Salvatore ed Emmanuele, Salvatore, minori tutti e tutrice la madre Totaro Agata - 240. Rizzo Oronzo - 241. Faggiano Michelangelo - 242. Faggiano Salvatore - 243. Vergallo Salvatore - 244. Rizzo Raffaele fu Pasquale - 245. Pascali Francesco - 246. Foggetti Cesario - 247. Sabetta Giuseppe - 248. Gabbellone Salvatore - 249. Indrasso Lazzaro - 250. Caromuscio Vincenzo - 251. Eredi di Francesco Luperto, Calò Vincenzo, Rosa, Carmela e Cesaria dell'Anna - 252. Santo Eugenio - 253. Capone Luigi - 254. Eredi di Rizzo Salvadore il solo figlio Oronzo - 255. Santo Gaetano - 256. Terragno Angelo sacerdote - 257. Andriani Vincenzo - 258. Rizzo Mastro Salvatore - 259. Calò Giovanni - 260. Albanese Mastro Antonio - 261. Mazzatta Pasquale - 262. Albanese Mastro Felice - 263. De Giorgi Angelo - 264. Rollo Rosario - 265. Morgiatta Francesco - 266. Bruno Angelo - 267. Eredi di Albanese Ignazio, Giuseppe, Vincenzo e Luigi, Teresa moglie di Vergallo Donato - 268. Manno Antonio - 269. Liaci Pasquale e Donato - 270. Zilli Angelo - 271. Vergallo Pantaleo - 272. Scardino Antonio - 273. Palumbo Leonardo - 274. Oronzo, Salvatore, Giuseppe, Francesco, Maddalena, Carmela eredi di Carlà - 275. Mortella Vincenzo - 276. De Giorgi Gaetano - 277. Luperto Michelangelo - 278. Russo Cesario - 279. Morgiatta Salvatore - 280. Totaro Mastro Giosuè - 281. Totaro Mastro Antonio - 282. Taurino Cesario - 283. Vergallo Gioacchino - 284. Faggiano Giuseppe - 285. De Bonis Giuseppe - 286. Eredi di Capone Teresa moglie di Carlà Francesco, Carlà Battista fu Francesco, De Bonis Giuseppe fu Cesario - 287. Paternello Ferdinando - 288. Martino Gaetana, Rizzo Salvatore e Donato - 289. Raho Francesco - 290. Perrone Francesco Saverio - 291. Perrone Maddalena - 292. Rollo Angelo - 293. Elia Concetta - 294. Castrignano Vito - 295. Ingrosso Vito - 296. De Giorgi Vincenzo - 297. De Pascalis Luigi - 298. Vergallo Bonafede - 299. Pellegrino Vincenzo - 300. Pascali Gaetano sacerdote - 301. Eredi di Bruno Gaetano Angelo e Cesario maggiore, Giovanni, Pasqualina e Raffaele minori, e tutrice la madre Rollo Maria - 302. Taurino Giuseppe - 303. Capeto Oronzo - 304. Totaro Anna vedova - 305. Carlà Francesco - 306. Capone Pasquale - 307. Capone Francesco - 308. Eredi di Carlà Cesario, Francesco, Luigi, Consiglio, ed i rappresentanti il fu Oronzo, Maria, Donato, Salvatore, Francesco, Giuseppe e Carmela maggiori, ed il minore Curiano senza tutore - 309. De Lorenzis Luigi, Salvatore ed Angelo, proprietari tutti domiciliati in San Cesario - 310. Capitolo di Lequile e per esso il R. Demanio, rappresentato dall'intendente di finanza cav. Ferdinando Blanco, domiciliato in Lecce - 311. Tondo Vito Ippazio domiciliato in Lequile - 312. Stefanelli Moisè - 313. Eredi di Rizzo Cesario, Arcangela Rizzo moglie di Stefanelli Moisè, Lazzaro e Filomena Rizzo moglie di Carlucci Vincenzo, quest'ultimo domiciliato in Mesagne, e gli altri in Inturano - 314. Santoro Felice proprietario domiciliato in Ruffano - 315. Serafino Luisa e Donata proprietarie domiciliate in Sternatia - 316. Mensa vescovile di Otranto, rappresentata dal subeconomo o dal R. Demanio - 317. Colonna Antonio domiciliato in Lizzanello - 318. Mensa vescovile di Nardò rappresentata dal subeconomo o dal R. Demanio - 319. Vernaleone Emmanuele domiciliato in Nardò - 320. Casa di San Paolo rappresentata dal Demanio Nazionale come sopra dall'intendente di finanza cavaliere Ferdinando Blanco - 321. Beneficio di San Donato o il R. Demanio, rappresentato come sopra - 322. Eredi di Rollo Pompilio, Antonio, Giuseppe, Paolino, tutti maggiori, che domiciliano in territorio di Copertino, e Giuseppe in quello di Galatina - 323. Eredi di Rollo Giuseppa moglie di Dell'Anna Annunziato, Vito, Lazara moglie di Dell'Anna Donato - 324. Eredi Dell'Anna Giuseppe, Pietro, Donato, Stella, Marina minore, Cosimo, e la madre Rosa Rollo, proprietari tutti domiciliati in Galatina - 325. Conte Giuseppe fu Donato domiciliato in Lequile.

Nomi dei debitori per annue rendite.

1. Donato e Giambattista Milanese, e per essi i loro eredi Pantaleo, Vito e Salvatore Milanese pel capitale di lire 18 al 6 0[0 per istrumento del notajo Donato Costantini di S. Donato del 14 decembre 1824 - 2. Ippazio Perrone, ed Ippazio ed Antonio Costantini, questi aventi causa di Gaetano Perrone, eredi di Francesco Saverio Perrone - 3. Donato Toraldo d'Ippazio - 4. Carmina Bernardo, ed il marito Ippazio Conte, Giuseppe Saltorelli avente causa di Giovanna Bernardo, Maria, Donata, ed il marito di costei Cristofalo Vincenzo; Vito e Lucia Domenica Rollo tutrice della figlia minore Marina, figli del fu Rollo Lucrezio, ed aventi causa del fu Vito e di Brigida Bernarda di Lorenzo Vito, Vitantonio, Lazzara, e il costei marito Donato Dell'Anna, eredi dei furono Lorenzo ed Angelo Bernardo - 5. Girolamo, Angelo, Donata Ingrosso, eredi di Vito Ingrosso - 6. Marianna e Francesco de Pascalis, eredi del sacerdote Nicola, e del fu Vincenzo de Pascalis - 7. Salvatore Rizzo, erede di Pasquale Milanese - 8. Ippazio Marino Carmine, Pasquale e Maria Ingrosso, eredi di Vito Dell'Anna - 9. Francesca, Santo, Angelo e Maddalena Cristofalo, ed il marito di costei Gaetano Maglio e Francesca Cristofalo, eredi di Giacomo Cristofalo - 10. Raffaele Licastro avente causa di Gregorio, eredi di Donato Longo - 11. Salvatore, Luigi e Francesco Serafino, eredi di Vitantonio Serafino - 12. Vito Conte, erede di Proposito Conte e tutore del figlio, nonchè Proposito Conte juniore pure tutore del nipote prop., tutti domiciliati in S. Donato, meno quelli del num. 6 e 7 che domiciliano in S. Cesario. Col presente atto rimangono citati per pubblici proclami non solo i suddetti individui, ed ogni altro possessore dell'ex feudo di S. Donato, reddente sia per decime in natura, ovvero per canoni provenienti da commutazioni di decima. Inoltre il presente atto sarà inserito nel Giornale degli annunzi giudiziari della Provincia, ed in quello ufficiale del Regno. Da ultimo ho dichiarato che con separato atto si procederà alle affissioni, ed alla citazione ordinaria degli altri individui come ha prescritto il tribunale.

Copia del presente atto collazionata e da me firmata ho lasciata alle parti istanti onde curarne l'inserzione nel giornale ufficiale del Regno.

Specifica in totale lire 30.

14 GIUSEPPE CESANO, usciere.

NOTIFICAZIONE DI SENTENZA.

Il tribunale del commercio di Roma, seconda sezione, a richiesta di Severini Lorenzo, ha pronunziato sentenza di condanna a carico di Montesi Giovanni, d'incognito domicilio e dimora, e Canori Focardi Giovanni al pagamento in solido di lire 3000, con arresto personale per il solo Focardi, ordinando la esecuzione provvisoria, nel giorno otto dicembre 1872.

In fede, ecc.

Roma, tre gennaio 1872.

31 L'usciere OSCAR FOFI.

AMMINISTRAZIONE DELLA CASA DI FORZA DI FOSSANO

AVVISO D'ASTA.

Per superiore disposizione del Ministero dell'interno (Direzione Generale delle carceri) dovendosi addivenire all'appalto delle lavorazioni di fabbri ferrai, meccanici ed ottonai, da attivarsi in queste case penali mediante obblighi e condizioni di cui si potrà avere conoscenza presso questo uffizio di Direzione in tutti i giorni feriali dalle ore nove del mattino fino alle ore cinque pomeridiane, si reca a pubblica notizia che l'asta verrà aperta alle ore dieci del mattino del giorno 15 del prossimo mese di gennaio 1872, nell'uffizio di Direzione summentovato, avanti il signor direttore delle case penali, e che il deliberamento seguirà a mezzo di offerte segrete a favore del migliore offerente fra i concorrenti all'appalto.

Chiunque intenda far partito all'asta dovrà garantire le sue offerte mediante il deposito di L. 500, e dovrà giustificare presso la Direzione la propria idoneità e responsabilità per l'appalto che intende assumere.

Fossano, 30 dicembre 1871.

11 *Il Direttore*: L. BALLARIO.

BANCA D'INDUSTRIA OPERAIA DI FIRENZE

Gli azionisti sono convocati in assemblea generale per la domenica del 21 corrente, a ore 10 1/2 antim., nella residenza della Banca suddetta, in via della Vigna Nuova, n. 16, primo piano.

Firenze, 3 gennaio 1872.

Il Direttore Cav. LUIGI CORSINI.

45

SOCIETÀ ANGLO-ROMANA PER LA ILLUMINAZIONE A GAS DI ROMA

(Seconda inserzione)

I signori azionisti sono convocati in adunanza generale straordinaria per il giorno 15 corrente gennaio, alle ore 3 1/2 pom., nelle sale della Camera di commercio in piazza Ara Cœli, n. 11.

Si ricorda che a termini dell'art. 24 dello statuto sociale i signori azionisti debbono depositare le loro azioni, nei 5 giorni che precederanno l'adunanza, all'ufficio della Società, via Ara Cœli, n. 3, piano primo, ritirandone la corrispondente carta di ammissione.

Ordine del giorno.

Aumento del capitale sociale.

47 *Il Gerente*: C. POUCHAIN.

SOCIETA' ANONIMA PER LA VENDITA DI BENI DEL REGNO D'ITALIA

Si fa noto al pubblico che oggi ebbe luogo, colle formalità prescritte dal regolamento approvato col R. decreto 29 marzo 1865, n. 2246, l'annuale estrazione della serie delle obbligazioni di questa Società, a rimborsarsi a cominciare dal 1° aprile p. v., e che questa settima serie estratta porta la lettera G.

Firenze, 3 gennaio 1872.

43 **La Direzione.**

(2ª *Pubblicazione*)

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

Cambio decennale delle cartelle al portatore dei consolidati 5 e 3 p. 100.

Il signor avvocato Luigi Curti ha dichiarato di avere smarrito la ricevuta distinta figlia) rilasciata dalla succursale della Banca Nazionale in Vigevano, col n. 368, di quattro cartelle di antica emissione, ivi depositate dal medesimo per averne il cambio con altrettante nuove, portanti i numeri 1486867, 1399916, 442234 e 358072, della complessiva rendita di L. 300.

Si diffida chiunque possa avere interesse nella suddetta rendita che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sia stata presentata opposizione di sorta, la Banca rilascierà al signor avvocato Luigi Curti il duplicato della ricevuta smarrita, e contro l'esibizione della medesima gli rimetterà in seguito le nuove cartelle in sostituzione delle vecchie.

5095 **La Direzione Generale.**

Nuova Citaz. per pubblici proclami.

L'anno mille ottocento settantuno, il giorno diciassette dicembre in Lecce.

Ad istanza de' coniugi marchesa di Ugento signora Giulia de Marco e Gennaro Tornincasa, coniugi Clementina de Marco e Conte Francesco Milano; ed essi Milano e Tornincasa per la semplice autorizzazione maritale; nonchè il signor Giovanni Fornelli nella qualità di usufruttuario testamentario della sua defunta moglie marchesa di Sanno Mango D. Concetta de Marco; ed esse de Marco tutte quali eredi testamentarie beneficiate della fu loro madre signora principessa di Ruffano; marchesa di Santo Mango e di Ugento D. Vittoria D'Amore, proprietari; tutti domiciliati in Nola;

Io Tommaso Quarta, usciere presso il tribunale civile e correzionale di Lecce, ove domicilio;

Col presente atto ho citato per la seconda volta nei modi ordinarii il signor Luigi Catosso, proprietario, domiciliato in Ugento; e per pubblici proclami tutti i possessori e proprietarii dei fondi denominati: Barano o Varano, lo Varco, la Serra dell'Aera, la Serra Costa Capra, la Chiusa di Santa Croce, le Mammolle, la Chiusa delle Olive di Dogna di Liezza, lo Lano siti nel territorio di Ugento; descritti tutti nell'informazione fiscale del 1494, siti nell'ex feudo di Ugento, a comparire innanzi al tribunale civile e correzionale di Lecce, nel termine di giorni trenta, per sentir dichiarare:

1. Spettare agl'istanti il diritto di esigere le decime sul detto ex feudo di Ugento, e specialmente sugli indicati fondi, giusta la denominazione della Commissione ex feudale del 23 gennaio 1810, e quali eredi essi istanti della fu marchesa D'Amore;

2. Sentirsi in conseguenza condannare al pagamento di dette decime arretrate dal 1838 in poi, da liquidarsi mercè perizia;

3. Sentirsi da ultimo condannare alle spese del giudizio e compenso agli avvocati.

Resta dichiarato ad essi convenuti, che non comparendo dietro questa seconda citazione, la causa sarà proseguita in loro contumacia ai sensi dell'articolo 382 procedura civile.

Ho loro dichiarato ancora che l'avvocato signor Luigi Quarta, esercente presso questo tribunale, rappresenterà gl'istanti come loro procuratore in luogo dell'avvocato signor Nicola Barletti, che rimane rivocato; che il signor Nicola Fazzi nella qualità di avvocato ne assumerà le difese; che nella causa del primo gl'istanti eligono il loro domicilio; e che nel termine di legge saranno depositati in cancelleria gli atti e documenti, non esclusa la sentenza del tribunale di Lecce profferita in camera di consiglio che autorizza la presente citazione.

Resta per ultimo dichiarato, che non si sono citati per la seconda volta il signor Achille Rizzo e il signor Giovanni Rovito, perchè presentatisi per mezzo dei loro procuratori.

Copia della presente citazione nella linea ordinaria e per pubblici proclami ho consegnata nelle mani del signor Luigi Quarta procuratore, onde curare farne eseguire l'inserzione sul giornale ufficiale del Regno d'Italia.

Specifica in totale lire 38 55.

5518 TOMMASO QUARTA, usciere.

Pio Istituto di S. Spirito in Sassia

DI ROMA.

Quantunque, a senso dell'art. 712, capoverso 2°, del vigente Codice civile del Regno, sia sufficiente il solo dissenso del proprietario, o rappresentante legittimo di esso, ad impedire l'esercizio della caccia nei fondi privati; pur tuttavia a maggior cautela, ed affinchè nessuno possa allegarne ignoranza, si deduce a pubblica notizia che questo ven. Archiospedale intende assolutamente vietare l'esercizio di qualsiasi caccia come in tutti i suoi fondi, così nelle tenute Rocca Rispampani, Campo Maggiore e Banditella, site nel territorio di Monte Romano.

Roma, li 2 gennaio 1872.

30 *Il Commendatore Deputato* D. PANTALEONI.

INSERZIONE PER ESTRATTO.

(2ª *pubblicazione*)

Il sottoscritto procuratore officioso di Annunziata Gozzi Soragni di Bagnolo in Piano, provincia di Reggio nell'Emilia, ammessa a godere del beneficio della gratuita clientela con decreto della Commissione sedente presso il tribunale di Reggio nell'Emilia in data 19 settembre ultimo scorso,

Notifica:

Che con sentenza 2 luglio 1861 il già tribunale di circondario di Reggio, nel giudizio per dichiarazione d'assenza di Venerio Gozzi, intrapreso dalla summenzionata Gozzi, dichiarava l'assenza di Venerio fu Giuseppe Gozzi di Vazzano comune di Correggio e provincia di Reggio nell'Emilia.

Tanto per l'effetto e disposto di legge.

4822 Dott. FRANCESCO MOSCATELLI.

ESTRATTO.

(1ª *pubblicazione*)

Il cancelliere del tribunale civile e correzionale di Rovigo

Notifica

A chiunque può avervi interesse, che in seguito al ricorso prodotto a questo illustrissimo signor presidente da Gherardini o Gherardini Toscana ed Ildegonda di Ferdinando di Rovigo, con decreto 29 novembre 1871, numero 47, registrato all'ufficio di registro sotto il numero 104 a debito per essere ammessi gli istanti al gratuito patrocinio con decreto 13 ottobre 1871, numero 6, venne ordinato che siano assunte le debite informazioni per constare l'assenza di Marino Schiesaro fu Bellino di S. Apollinare mandamento di Rovigo, a mezzo del pretore di Rovigo.

Il presente estratto sarà a cura della parte pubblicato all'ultimo domicilio o residenza dell'assente, e per due volte, coll'intervallo di un mese, nella gazzetta di questa provincia *La Voce del Polesine* ed in quella ufficiale del Regno, a sensi dell'articolo 23 Codice civile.

Li 8 dicembre 1871.

5425 Il cancelliere SORESINA.